

pérou

INFORMATION

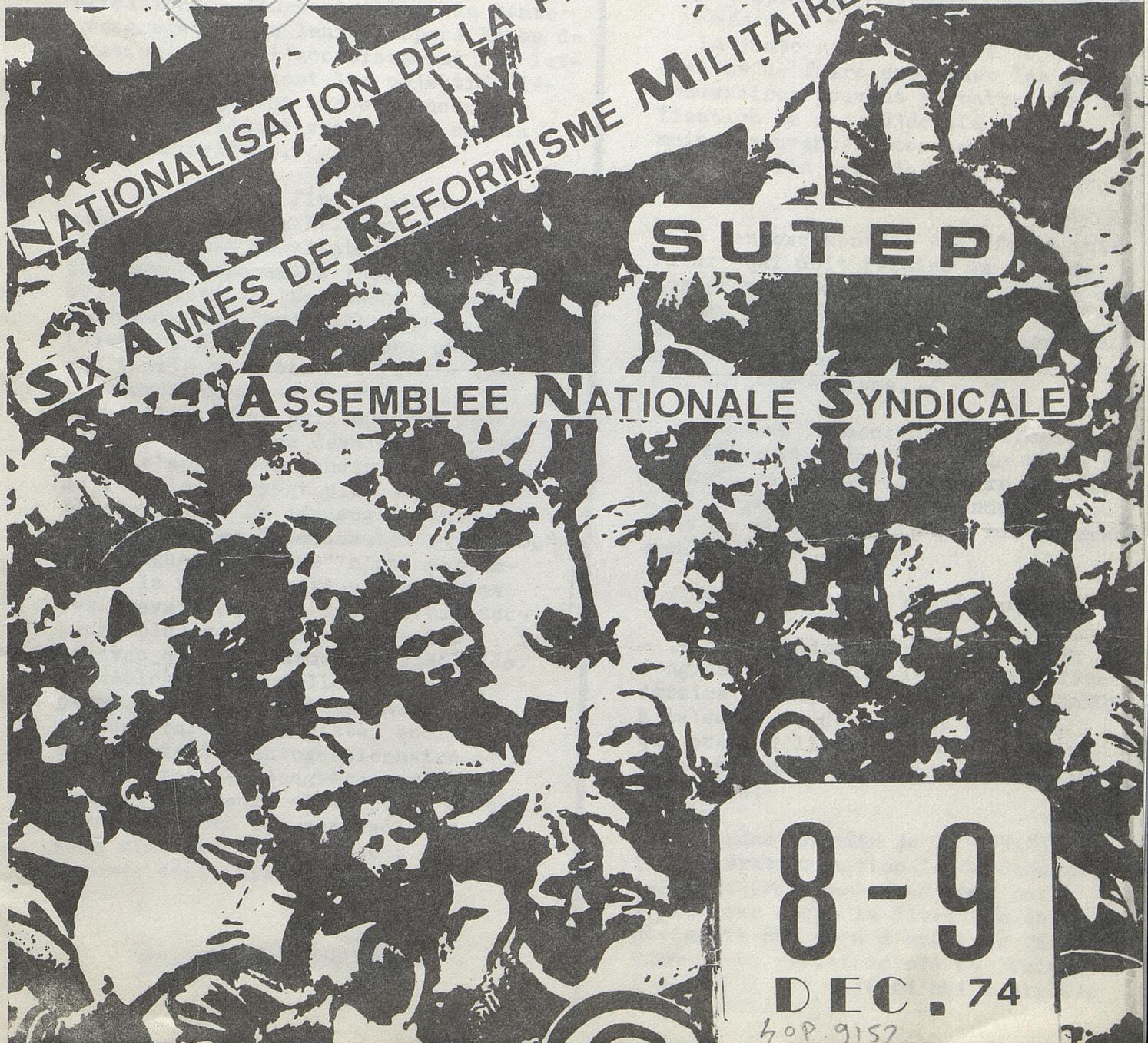


ORGANE DE DIFFUSION DES LUTTES DU PEUPLE PERUVIEN



2.F⁵⁰

NATIONALISATION DE LA PRESSE
 SIX ANNES DE REFORMISME MILITAIRE
SUTEP
 ASSEMBLEE NATIONALE SYNDICALE



8-9

DEC. 74

40P.9152

LA NATIONALISATION DE LA

PRESSE

Le gouvernement militaire doit constater chaque jour davantage la détérioration de sa politique en général et la faillite de ses principales mesures réformistes, sur lesquelles il avait basé beaucoup d'espoirs. Les sphères gouvernementales elles-mêmes ne cachent plus les grandes difficultés qu'elles rencontrent, tant en ce qui concerne la mise sur pied et l'application de leurs plans que la lente désagrégation de leurs propres bases de soutien. C'est l'accroissement des luttes populaires dont les objectifs dépassent largement des exigences purement revendicatives qui en est la cause principale.

A un an de la fin du processus des adjudications, la Réforme Agraire n'a pas donné les résultats économiques et politiques escomptés : le développement industriel "permanent et auto-soutenu", les "nationalisations" (pétrole, mines, téléphone, pêche) ont triplé la dette extérieure que le gouvernement antérieur avait laissé en héritage, les prix montent constamment et une future dévaluation monétaire s'approche, tandis que la crise de l'emploi devient plus explosive. D'autre part, la démagogie "autogestionnaire", les "communautés ouvrières", les "ligues agraires" n'ont pas empêché la multiplication des luttes des travailleurs et les grèves, toujours plus nombreuses, plus continues et avec des programmes plus solides. L'idéologie officielle elle-même, prônant une "révolution pacifique, communautaire, humaniste, socialiste et libertaire, autogestionnaire et pluraliste" se désagrège parmi ses propres créateurs et adeptes, ce qui aggrave encore les contradictions au sein même des Forces Armées et des classes dominantes.



La Junte Militaire répond à cette situation par une escalade répressive qui dissout les syndicats par décrets, emprisonne, licencie en masse, tue, fait prendre des villes et des universités par l'armée, installe le couvre feu et suspend les garanties. Cependant tout cela n'arrive pas à arrêter les luttes ni à dissimuler les propres défaillances des forces Armées et des classes dominantes.

La junte se voit forcée de chercher et de faire appliquer les mesures nécessaires pouvant permettre la réalisation de ses objectifs ou, au moins, pouvant éviter sa faillite totale. Cela demande entre autres choses :

- le renforcement de son "front intérieur" qui doit réduire ou éliminer ses propres divergences et celles des secteurs qui le soutiennent, tout en affirmant, face à la grande bourgeoisie et aux propriétaires fonciers, son anti-communisme.

- accélérer le contrôle idéologique, politique et organique de la masse des travailleurs, laissant la route libre à un "processus révolutionnaire", ou, dans le meilleur des cas, lui assurant son appui.

Dans ce contexte se situent donc :

- la convocation et réalisation du Congrès de la nouvelle Confédération Agraire du Pérou, créé par le SINAMOS à la suite du décret-loi n°19400, qui prétend liquider toute organisation paysanne indépendante du régime militaire;

- la reprise en main de la CONACI (Confédération nationale de Communautés industrielles) avec pour but d'expulser toute la direction qui obéissait aux mots d'ordre du Parti Communiste révisionniste de "Unidad" (la CONACI est aujourd'hui contrôlée par le SINAMOS);

- le "dialogue" du gouvernement avec le SUTEP (Syndicat unique des travailleurs de l'enseignement) lorsque son projet de la détruire avait fait faillite ;

- la réaction violente contre les grèves du FETIMP (Fédération des travailleurs de l'industrie métallurgique du Pérou), de la FEP, de la Fédération des travailleurs de CENTROMIN (ex Cerro de Pasco) ;

- les attaques de plus en plus virulentes et dures contre le PC révisionniste, qui, malgré tout, continue à servir inconditionnellement le régime militaire, prétendant ainsi "mettre les bases du socialisme au Pérou" ("Unidad") ;

- le rapatriement de 5 déportés de la Droite, partisans de l'ex-président Belaunde.

Sans laisser de côté d'autres aspects, il faudrait dans ce contexte aussi inclure "l'expropriation de la presse" par le décret-loi n°20680. Il est difficile de prendre au sérieux les affirmations abondamment propagées au sujet de ce décret laissant entendre qu'il apporterait la véritable liberté de presse pour le peuple, que c'était là une mesure révolutionnaire et anti-impérialiste. Il est essentiel de connaître bien le caractère et la nature du régime militaire et voir comment chacune de ses mesures correspond nécessairement à sa propre stratégie et sa propre tactique. Il n'est pas possible d'étudier cette mesure sans l'examiner et la lier au restant des mesures gouvernementales. Nous ne croyons pas qu'il existe une "mesure progressiste ou nationaliste" parmi "d'autres mesures réactionnaires". Si nous allions par ce chemin, nous commencerions à trouver "quelques mesures progressistes" (ou, selon certains, progressives) qu'on serait obligé de soutenir contre "les autres mesures réactionnaires". Sous un autre aspect, ce serait donc suivre

la même thèse opportuniste qui dit que dans le gouvernement il existe des contradictions entre un secteur nationaliste et révolutionnaire et un autre secteur de droite et contre révolutionnaire. Notre tâche, selon cette thèse, se limiterait donc à appuyer les secteurs soi-disant révolutionnaires, avec à leur tête Velasco Alvarado. En d'autres mots : conciliation et "entre-guismo"*.

Nous avons déjà signalé, dans d'autres circonstances, nos points de vue au sujet de cette question fondamentale. La Junte Militaire représente les intérêts de la grande bourgeoisie financière-industrielle qui a évincé la vieille oligarchie du pouvoir, grâce au coup d'état de 1968. L'existence de contradictions entre ces secteurs bourgeois et oligarchiques devient donc objectivement évidente. Ce sont des contradictions au sein des propres classes dominantes, toutes liées à l'impérialisme, réactionnaires et contre révolutionnaires dans leur ensemble. Mais déduire de cette constatation objective, l'existence de secteurs révolutionnaires au sein du gouvernement, qui s'affronteraient à des secteurs réactionnaires, c'est une autre question, très éloignée de toute analyse de classe, très éloignée de toute position marxiste.

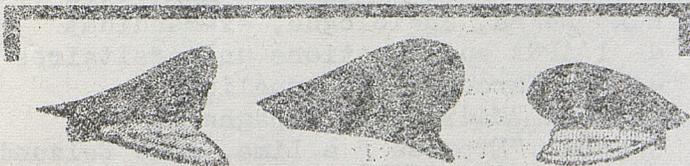
S'il est bien vrai que l'expropriation de la presse, est, entre autre choses, une manifestation de ces contradictions - mais non son explication principale - il est de même vrai que nous ne pouvons pas l'assimiler à la catégorie des contradictions entre secteurs révolutionnaires et réactionnaires. C'est un conflit entre les classes dirigeantes elles mêmes qui se disputent le pouvoir politique et les bénéfices de l'exploitation de notre peuple, toujours prêts à défendre l'impérialisme.

* fait de capituler

Nous ne pouvons pas perdre de vue la politique générale de la Junta Militaire, ni son caractère de classe, si nous voulons trouver les vrais objectifs de "l'expropriation de la presse" (dont les ex-propriétaires ont d'ailleurs été dûment "indemnisés")

En plus, nous sommes conscients du fait qu'une véritable Liberté de la presse "pour tout le peuple" ne peut exister tant que les travailleurs eux-mêmes ne peuvent contrôler le pouvoir d'état, sans intermédiaires civils ni militaires.

Pour ceux qui définissent "l'expropriation de la presse" comme révolutionnaire, il est évident que la Junta Militaire est elle aussi révolutionnaire. Pour ceux qui qualifient cet acte de "socialiste" (PC révisionniste) il est clair que le gouvernement est, ou au moins, va, vers le socialisme. Pour ceux qui croient que c'est une mesure "progressiste" (ou progressive) qu'il faut appuyer - mot utilisé par le journal "Paroles Socialistes", organe du nouveau-né Parti Socialiste des Travailleurs (voir l'entrevue avec son dirigeant, Hugo Blanco, qui utilise précisément cette expression) - la voie de la conciliation et du compromis avec le gouvernement militaire est ouverte.



Quelques uns des objectifs principaux du décret-loi 20680 peuvent se résumer ainsi :

- uniformiser toute l'information en accord avec les intérêts du régime militaire et dans le but de présenter une image fautive de ce qui se passe au pays. Cacher les luttes populaires, interdire que le peuple soit informé, freiner le combat des divers secteurs syndicaux, fédérations, etc..., affaiblir ainsi la solidarité (des exemples éloquentes sont les campagnes contre les grèves de la FEETIMP, de CENTROMIN, du SUTEP, etc), cacher les contradictions internes du régime et ses immoralités.

- éduquer les masses laborieuses dans la philosophie et la politique officielle en les entraînant vers la conception d'une société "ni communiste ni capitaliste, solidaire et "participante", homogène et planifiée, sans heurts avec une opposition naïve "critique".

- attaquer les conceptions révolutionnaires du prolétariat d'une façon systématique, essayant de liquider ces voies révolutionnaires et combattant principalement l'idéologie marxiste-léniniste.

- organiser la cohésion dans ses propres rangs, grâce à une réglementation plus rigide des programmes, enlevant toute possibilité à d'autres opinions de se faire entendre et X la révélation des divergences entre les classes dominantes elles-mêmes ainsi qu'entre les Forces Armées. X empêchant

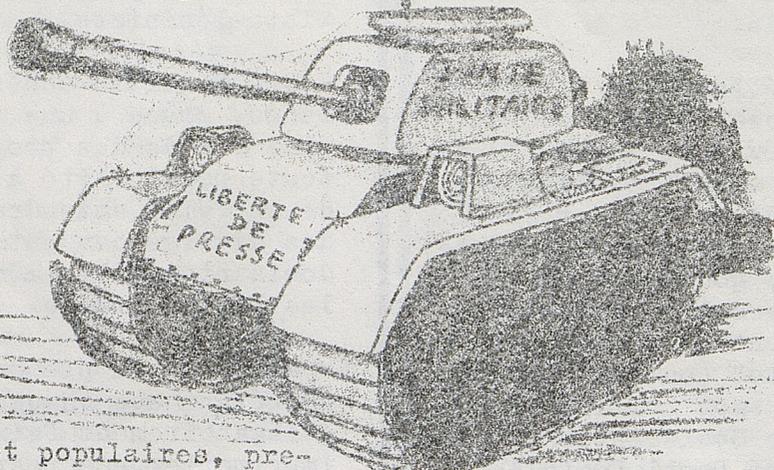
- liquider la presse révolutionnaire en décrétant que chaque journal devra obligatoirement faire connaître son imprimerie, ses responsables, directeurs, sièges, etc... Le journal qui n'obtempérera à ses ordres sera déclaré "clandestin" et sera poursuivi, pénalisé et emprisonnés tous ceux qui le distribuent, l'impriment ou font de la propagande pour lui. Comme au Pérou toutes les organisations politiques révolutionnaires se trouvent "hors la loi" l'objectif répressif et contre révolutionnaire d'une telle mesure est évident.

- essayer de passer sous silence ou de rendre caduc le mot d'ordre "retour au régime constitutionnel" diffusé par les journaux appartenant à des secteurs évincés du pouvoir politique (La Prensa, Ultima Hora, etc...). Profiter de la situation pour présenter en même temps une image anti-oligarchie.

D'ailleurs : l'ultra-droite vient de créer un nouvel hebdomadaire sous le titre "Libres Opiniones", dont le directeur (Guido Chirinos Lizares) dirigeait avant "Ultima Hora" maintenant expropriée. Là aussi on a donné une promotion politique à Luis Bedoya Reyes, ex-dirigeant démocrate-chrétien, aujourd'hui leader du Parti Populaire Chrétien.

En ce qui concerne le rapatriement des 5 personnages de la Droite, déportés, c'est une concession à ces mêmes secteurs oligarchiques.

Le décret-loi 20680 fixe un délai pour tous les journaux expropriés. Lorsqu'on aura créé les "conditions nécessaires", la direction des journaux sera remise à "des organisations représentatives du peuple". En termes clairs "création des conditions nécessaires" signifie que le gouvernement, à l'aide de SINAMOS, obtient le contrôle de toutes les organisa-



tions syndicales et populaires, prenant en mains ceux qui existent et détruisant d'autres. C'est alors seulement que les journaux expropriés pourront être remis aux "secteurs organisés de la population". Entre temps la direction et l'administration sont mises entre les mains de "comités spéciaux", formés par des gens d'une filiation réactionnaire et opportunistes connus.

- le journal "El Comercio" : directeur, Hector Cornejo Chavez, leader de la démocratie chrétienne, ex-président du Conseil National de Justice, ex-sénateur du gouvernement antérieur, ex-candidat à la Présidence de la République, professeur de Droit à l'Université catholique de Lima, avocat. Destiné aux paysans quand "les conditions nécessaires seront créées", le "Comercio" est aujourd'hui le refuge de tous les dirigeants importants de la Démocratie chrétienne. L'hebdomadaire gouvernemental "Oiga" informe que Cornejo Chavez reçoit un salaire mensuel minimum de 250 000 soles. Rappelons que le SUTEP a été brutalement réprimé parce qu'il demandait pour les professeurs un salaire minimum mensuel de 10 200 soles.

- le journal "Ultima Hora" : directeur Ismael Frias, ex-leader trotskiste du minuscule Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR), expulsé de ce parti, entré au Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) d'où il fut également expulsé. C'est un des éléments le plus connu pour son comportement maccartiste.

- le journal "La Prensa" : directeur Walter Peñaloza, ex-directeur de l'Université de la Cantuta, ex-ambassadeur de Belaunde en Allemagne,

un des inspirateurs de la Loi Universitaire et de la Loi de l'enseignement, combattu par les étudiants et les professeurs, déclaré ennemi des enseignants et étudiants.

- le journal "El Correo" : directeur Hugo Neira, sociologue, ex-candidat de l'APRA aux élections universitaires de San Marcos, ex-journaliste du journal "Madrid" en Espagne et du journal "Expresse" à Lima, sous Belaunde

- le journal "Expreso" : directeur Alberto Ruiz Eldridge, professeur de droit administratif à l'Université de San Marcos, ex-doyen du collège des avocats de Lima, ex-candidat du défunt Parti Socialiste Progressiste à la Présidence de la République, ex-ambassadeur au Mexique et au Brésil

- le journal "Ojo" : dirigé par Augusto Razuri, ex-directeur du journal "La Crónica", un obscur serviteur du royaume des Prado

- le journal "La Crónica", à la charge de Guillermo Thorndike, auteur de livres à sensation (le cas Bancharo - L'année de la Barbarie - Les raies du Tigre -...)

Comme on peut voir, les journaux expropriés n'ont pas précisément été donnés à des gens qui ont quelque chose à faire avec les travailleurs, mais à des équipes préparées à commencer une vaste campagne pour la prise de conscience massive du peuple péruvien, suivant ainsi les exigences de la "révolution péruvienne" et freinant les luttes des travailleurs. Dans ce sens cela représente une offensive de grande envergure de la Junte pour essayer de consolider ses objectifs politiques.

Il faut enfin, dire que dans notre pays la presse révolutionnaire n'a jamais été légale et qu'elle ne le sera jamais tant que les conditions dans le pays ne changeront pas. Pour cette raison notre objectif ne peut pas être non plus de lutter pour une

"légalisation de la presse révolutionnaire", sinon pour la création d'une presse prolétaire basée sur nos propres forces (partis, syndicats, fédérations, intellectuels, etc...) en dépit des décrets proclamant "la liberté de la presse" et en dépit des "expropriations".

Il est certain d'autre part, qu'il faut lutter pour la liberté de la presse, dans le cadre de la lutte générale, pour les libertés démocratiques ; néanmoins il est dangereux de confondre cette lutte nécessaire et importante, avec la lutte pour la création d'une presse révolutionnaire, qui elle, assume d'autres caractéristiques et poursuit d'autres objectifs.

derniere minute

La Junte Militaire vient d'interdire L'hebdomadaire "Libre Opinion" d'extreme droite ainsi que la revue OIGA pro-gouvernementale et qui commençait à prendre ses distances à l'égard de la junte, en critiquant certains "mauvais fonctionnaires" du régime.

"La presse péruvienne n'a jamais parue aussi libre qu'à présent. Elle publie des débats politiques, des attaques dures contre la politique de presse du gouvernement et mène même une campagne de dénominations au sujet des tortures infligées par la police."

"The New York Times"



6 ANS
DE



REFORMISME MILITAIRE

Tout d'abord, il faut préciser quel était le contexte économique, social, et politique qui a permis l'arrivée au pouvoir des forces armées. On peut dire qu'à la veille du coup d'état le Pérou vivait une de ses plus grandes crises : dévaluation de 50 % de la monnaie, déficit fiscal, hausse constante du coût de la vie, gel des traitements et des salaires, corruption généralisée dans les institutions de l'état (des ministres et des fonctionnaires ont été condamnés pour contrebande et détournement de fonds, et un vice-amiral a même utilisé à cette fin des bateaux de la marine) et le contrat scandaleux passé entre le gouvernement et la compagnie pétrolière "International Petroleum Company". A cette crise, le peuple péruvien a répondu par des grèves, des mobilisations et par la lutte armée, qui ne mettaient pas en question le seul gouvernement d'alors mais les fondements même du système. Dans notre numéro de "Pérou Information" de Mars-Avril 1973, nous avons déjà décrit comment s'est déroulé la suite des événements :

La junte militaire au pouvoir vient de fêter, le 3 octobre, 6 ans de gouvernement : certains éclaircissements deviennent indispensables à l'occasion de cet anniversaire, tant pour le peuple péruvien qui lutte contre le régime militaire que pour tous les autres peuples opprimés par l'impérialisme nord-américain et d'autant plus indispensable que les défenseurs du régime militaire le présentent comme une alternative nationaliste et révolutionnaire offerte à tous les peuples du Tiers-monde, alternative qui refuse le capitalisme et le communisme totalitaire.

"C'est alors qu'entrent en scène les militaires mais cette fois-ci avec une différence décisive : ils assument la représentation de la bourgeoisie industrielle financière pour mener à bien les mesures et réformes que cette dernière avait été incapable de développer. Mesures et réformes qui premièrement, tentent à renforcer ce secteur bourgeois comme force principale d'exploitation, deuxièmement approfondissent la pénétration et la domination impérialiste (par la voie d'investissements, de contrats mixtes, de prêts, etc...) et troisièmement, prétendent liquider ou pour le moins freiner le constant développement des forces révolutionnaires et des luttes du peuple pour la libération nationale. "

" Pour s'adonner à ces tâches, les forces armées n'auront qu'à changer leur mentalité rétrograde du passé et prendre des positions réformistes, technocrates et progressistes... "



Mais ce qui explique cette "évolution idéologique", c'est la nouvelle stratégie élaborée par les U.S.A. après la conférence de "Punta del Este" de 1962 et le lancement de "l'Alliance pour le Progrès", stratégie qui définit le rôle des forces armées en Amérique latine en tant que "gardien de la sécurité interne". De très nombreux généraux et officiers vont suivre des cours aux U.S.A. (War College), dans la zone du canal de Panama (South Commandment) et en France (Ecole Militaire). Parallèlement à cette formation un grand programme d'action civique est lancé en Amérique latine par l'"Alliance pour le Progrès" : le but de ce programme est, d'après Mac Namara, Secrétaire à la Défense des USA, d'obtenir l'appui et la sympathie de la population pour les forces armées. De toute l'Amérique latine c'est le Pérou qui a reçu de 1962 à 1968 les fonds les plus importants pour ce programme.

La nouvelle théorie de la sécurité interne et de l'action civique fut, pour le Pérou, enseignée au Centre des Hautes Etudes Militaires (CAEM). En 1963, au moment des grandes luttes paysannes pour la terre, un comité du CAEM élabore un programme de réformes qui d'après lui résume les aspirations nationales du Pérou par les points suivants :

- 1) élévation du niveau de vie des travailleurs
- 2) réforme du système de propriété de la terre
- 3) développement et diversification de l'industrie nationale
- 4) augmentation des services d'assistance sociale
- 5) réforme institutionnelle dans le sens d'une plus grande efficacité et d'une plus grande honnêteté

Ce programme sera celui du "gouvernement révolutionnaire", dont tous les ministres (sauf deux d'entre eux) sortaient du CAEM, et l'on a d'ailleurs pu constater en 1970, que 87 % des généraux avaient suivi les cours du CAEM.

Après avoir vu les antécédents du régime militaire nous allons analyser les principales mesures contenues dans le programme et entamées depuis 1968 :

LA LOI DE REFORME AGRAIRE DE JUIN 1969

Nous pouvons analyser cette loi de deux points de vue, premièrement de celui de son essence et en second lieu de sa mise en oeuvre :

1. Du point de vue de l'essence de cette loi, elle a pour but "la substitution des régimes de latifundio et minifundio par un système juste de propriété de la terre, qui contribue au développement économique et social du pays, par l'intermédiaire de la création d'un ordre agraire qui garantisse la justice sociale" (énoncé de la loi). On peut y faire quatre objections :

a) le processus d'adjudication qui devait prendre fin en 1975 ne bénéficiera qu'à 24 % des familles paysannes



b) les bénéficiaires du processus qui n'auront pas payé deux quarts de la dette agraire se verront enlever leurs terres au profit de l'Etat sans aucune réclamation possible. La terre est alors à celui qui la paye et non à celui qui la travaille

c) l'existence des latifundios n'est pas terminée car la loi autorise des propriétés ayant jusqu'à 5 000 ha sur la côte et 20 000 ha à la montagne pour l'élevage

d) les terres expropriées seront payées en bons qui pourront être reconvertis dans l'industrie et ne seront convertibles qu'à cette condition ; mais de plus, ils ne seront convertibles que dans une proportion équivalente à celle que constitue la part de la valeur

totale de la propriété qui aura été investie en liquide dans ce secteur industriel : ainsi un bon ne sera convertible à 100 % que si la valeur totale en liquide a été avancée et investie dans l'industrie par son propriétaire. Ce transfert des capitaux du secteur agricole vers l'industrie ne sera donc réalisé que par les grands propriétaires fonciers qui ont déjà accumulé un certain capital dans l'agriculture et qui pourront et sauront investir dans l'industrie ; ceci approfondit ainsi la décapitalisation de la campagne qui s'accompagne de sa détérioration de la part des ex-propriétaires qui vendent et parfois détruisent tout ce qui leur est possible, bétail, outils, machines, récoltes, avant de quitter leur ancienne propriété.

2. En ce qui concerne la marche du processus de réforme agraire nous pouvons prendre comme référence le compte-rendu fait par le ministre de l'Economie, paru dans la revue officielle "Participation" n° 4 de Déc. 1973, ainsi que celui du ministre de l'Agriculture (Direction générale de réforme agraire et aménagement rural) en Août 1974. Bien que le premier des compte-rendus ait été fait en Décembre 1973, il ne donne des précisions que jusqu'en Décembre 1972.

Jusqu'à cette date 1,7 millions de têtes de bétail ont été expropriées, ce qui représente 20 % de la quantité totale expropriable suivant la loi. Dans le deuxième compte-rendu d'août 1974, cette quantité n'a pas varié, ce qui signifie que rien de plus n'a été exproprié dans l'intervalle. D'autre part jusqu'en décembre 1972, 5,07 millions d'ha de terre ont été expropriés et en août 1974, 194 312 familles ont bénéficié de la loi de la réforme agraire. Alors, si l'on sait que les paysans pauvres sans terres, qui sont les plus intéressés par une véritable réforme agraire, représentent plus d'1 million de familles paysannes, on peut se rendre compte de l'ampleur et du rythme de ce processus qui devait se terminer, d'après la loi, au cours de l'année 1975 ; et l'on doit remarquer que le compte-rendu du ministère de l'Agriculture auquel nous avons fait référence plus haut,

considère qu'1/16ème seulement du processus a été réalisé. D'autre part pour que le processus d'achat-vente de terres se fasse dans la normalité et la loi, celle-ci prévoit que toutes les personnes qui incitent à exécuter ou exécutent elles mêmes des actes d'invasion ou d'usurpation des terres de l'état ou des particuliers seront exclues de la distribution des terres par la réforme agraire, et/ou seront jugées en tant que saboteurs de la réforme agraire.

De plus tous les bénéficiaires de la réforme agraire seront organisés en ligues agraires, fédérations paysannes, etc... par l'intermédiaire du SINAMOS. Toute organisation indépendante de celui-ci est déclarée hors la loi. En ce qui concerne les coopératives sucrières du nord, elles sont contrôlées par les SAFCAP (Système d'Assistance et Fiscalisation des Coopératives Agraires de Production) qui sont dirigées par un général, Chef de la 2ème Région militaire. Cependant le gouvernement par désagotie a appelé l'ensemble des travailleurs à des élections pour élire l'Assemblée générale des Délégués, constituée par 30 délégués de chaque secteur des travailleurs : c'est à dire que si une coopérative compte par exemple 40 cadres, 300 travailleurs de bureau, 600 ouvriers d'usine et 2 000 ouvriers agricoles, chacune de ces catégories sera représentée par 30 délégués.

Enfin, on peut faire une comparaison entre les salaires des différentes catégories de travailleurs à l'intérieur d'une coopérative donnée : exemple pour la "coopérative Pomalca"

- salaire minimum	1 511 soles/mois
- salaire maximum	40 927 " "

Le salaire minimum concerne les travailleurs des champs, ouvriers non qualifiés, ouvriers temporaires...

Le salaire maximum concerne les cadres, bureaucrates, conseillers, ... la plus part "proposés" par le SAFCAP.

10 soles = 1 franc soit 1 sol = 10 cts



LA REFORME INDUSTRIELLE ET LES COMMUNAUTES DE TRAVAIL .

Cette réforme a été innovée en 1970 et classifie l'industrie en quatre catégories : industrie de base, de soutien, complémentaire et de luxe . L'industrie de base est réservée à l'Etat, mais la loi prévoit des exceptions accordant des concessions sous contrat .

Le chef de la Junte militaire pour sa part, déclare qu'il " ne devra pas exister politiquement d'antagonismes entre les entrepreneurs nationaux ou étrangers et le gouvernement révolutionnaire " ; et cela a été vrai . Le capital étranger reste nettement dominant dans l'industrie , d'après les données de l'Institut national de planification, il représente 80 % du capital industriel . Le capital national privé ou de l'Etat lui est subordonné et sert d'hameçon pour l'épargne nationale .

Prenons un cas : pour la manufacture acrylique, le monopole de la production et du marché au Pérou est détenu par la BAYER, filiale de la Bayer Foreign Investments Limited, qui investit 32 millions de dollars avec la participation de l'Etat pour 30 % des actions . Cette firme multinationale exporte vers les pays du Pacte Andin, suivant les nouvelles tendances de la domination impérialiste, qui a été déclarée par la Junte Militaire " stratégie pour le développement " . Des contrats similaires ont été passés entre l'Etat et des firmes qui travaillent " pour le développement du Pérou " : Volkswagen, Chrysler, ITT, B.P. etc .



Pour mener à bon terme ce développement industriel, " indépendant et auto-soutenu " , la Junte Militaire a créé des Communautés industrielles étant donné " qu'il est urgent et possible d'unir les intérêts du capital et du travail pour renforcer ainsi les entreprises. La lutte entre patrons et ouvriers doit céder la place à une étroite collaboration pour le bien du pays "

Il s'agit en fait de réunir PDG, cadres, ouvriers, dans une " communauté " qui achètera petit à petit à l'entreprise des actions de façon progressive , jusqu'à atteindre les 50 % du total des actions . De cette façon " la communauté " deviendrait copropriétaire et se trouverait dans les mêmes conditions que le patron .

On calcule que pour que la " communauté " atteigne ces 50 % il faudra au moins 30 ans et surtout que l'entrepreneur ne fasse pas de nouveaux investissements ; sinon la date fixée à 30 ans , s'éloignera indéfiniment . Mais une entreprise ne travaille pas pendant trente ans avec le même capital constant et les mêmes techniques, car s'il n'y a pas de nouveaux investissements, l'entreprise deviendra arriérée par rapport aux nouvelles qui se seront formées, peut-être même avec le même entrepreneur qui déplacera ses capitaux de cette vieille entreprise que la " communauté " sera en train d'acheter, vers d'autres plus modernes et plus rentables.

Nous pouvons tirer quelques conclusions au sujet de ces " communautés " qui existent aussi bien dans l'industrie que dans la pêche et dans les mines :

- 1) économiquement parlant, elles renforcent l'entreprise capitaliste par l'intégration forcée des ouvriers par le piège de la co-propriété, de la participation aux bénéfices et à la direction de l'entreprise .
- 2) d'un point de vue politique, elles favorisent la démobilisation du prolétariat : si l'ouvrier devient co-propriétaire de l'entreprise et peut contrôler les 50 % de celle-ci, s'il participe à sa direction et à ses bénéfices, à quoi bon alors les luttes et les revendications ? Les conflits ne seront-ils pas nuisibles aux travailleurs eux-mêmes ?

Les organisations syndicales, conçues comme instruments de lutte et de défense des travailleurs ne seraient-elles donc pas également inutiles ?

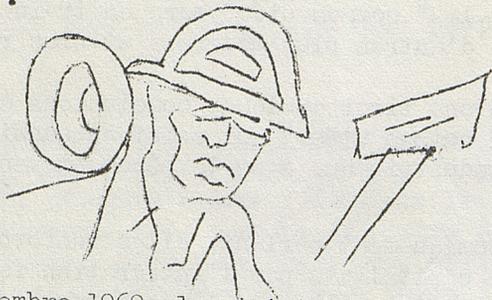
En un mot ce serait ce serait la paix sociale .



DOCTRINE VELASCO ET LES CONTRATS

MINIERS ET PETROLIERS .-

Au terme d'une année de l'actuel régime les investissements étrangers se sont réduits, bien que cette réduction n'ait pas atteint le caractère de blocus économique organisé par les grands monopoles contre le CHILI au moment de la nationalisation du cuivre. Trois mesures spectaculaires ont été à l'origine de cette réduction: l'expropriation de la compagnie pétrolière IPC la réforme agraire et la nationalisation de la banque. Cependant, au bout d'un an, tous ont constaté que l'expropriation de l'IPC était un cas isolé, que la réforme agraire restait dans les limites de classe de la Junte militaire, et que la banque dirigeait comme toujours ses crédits vers les secteurs contrôlés par le capitalisme étranger.



En Septembre 1969, le ministre de l'Industrie faisait savoir " à tous les pays développés du monde, sans aucune discrimination, que " les portes de notre patrie sont ouvertes à l'investissement étranger " . Le chef de la Junte militaire pour sa part, définit sa doctrine sur le capital étranger de la façon suivante : " nous avons étudié le traitement à accorder aux capitaux étrangers de telle façon qu'ils soient accueillis en leur assurant la récupération de leurs investissements et de leurs intérêts, et un bénéfice raisonnable . " (Octobre 71, ONI)

Mais de quelle façon les militaires vont-ils pouvoir assurer tout cela au capital étranger, c'est un sujet que l'on va traiter plus loin . Pour le moment il faut préciser comment les capitaux étrangers ont répondu à cet appel dans le cadre des nouvelles et révolutionnaires "règles du jeu."

Commençons par le contrat qui a marqué le retour des grands investissements étrangers : le célèbre contrat de CUAJONE entre l'Etat et la Southern Peruvian Corporation pour l'exploitation du cuivre, ce qui constitue d'ailleurs

la plus grande concession faite au capital étranger . Ce fut par " nécessité nationale " d'après les dires du gouvernement, puisqu'il n'y a pas à l'intérieur du pays les capitaux nécessaires pour exploiter ces gisements de cuivre . Cependant la première étape de l'exploitation de la mine (120 millions de dollars) se fait grâce aux " réserves " dues à l'épuisement d'une autre mine, la de TOQUEPALA, appartenant à la même Southern . Ces réserves proviennent d'une réduction d'impôts que le gouvernement accorde à l'entreprise " parce qu'elle s'épuise " .

Il est très important de signaler au passage que la Southern retire de sa mine de Toquepala un bénéfice de 35 % annuel, qui lui permet de récupérer tous les trois ans son capital initial avec le coût de production le plus bas du monde (30 centimes de dollars par livre de cuivre) .

En novembre 1972, le ministre de l'Economie participe à la réunion du " Club de Paris ", avec un projet d'investissements de 780 millions de dollars qui fut accepté avec l'avis favorable de la Banque mondiale . Ces investissements commencent déjà à se concrétiser à partir du mois de Mai 1973 .

En Février 1973, Wells Fargo, banque nord-américaine de Californie, en association avec seize autres banques, prête à la Junte militaire, 140 millions de dollars . En Mars 1973, la Chase Manhattan City Bank et trente deux autres banques nord-américaines avancent 290 millions de dollars pour le financement de la deuxième étape de l'exploitation de la mine " CUAJONE " .

En Avril 1973, la banque mondiale prête à la Junte militaire, 25 millions de dollars et prévoit encore 25 autres millions . La B.I.D. (Banque Inter-américaine de développement) lui octroie 25 millions de dollars et prévoit 40 autres millions . Le Japon, pour sa part va investir 490 millions de dollars pour la construction d'un pipe line de la forêt à la côte .



En mai 1973, le ministre de l'Economie voyage de nouveau pour se réunir avec le "Club de Paris" et apporte 87 projets d'investissements (mines, infrastructures, industrie) pour une valeur de 3 100 millions de dollars dont 1 900 financés par des investissements étrangers. Ces projets sont approuvés avec l'avis favorable de la Banque Mondiale.

Une fois que tous ces projets et ces investissements déjà commencés seront réalisés, le Pérou se retrouvera avec une dette externe de plus de 3 000 millions de dollars, qui n'était que de 700 au moment de l'arrivée des militaires au pouvoir.

En ce qui concerne les contrats pétroliers, ils présentent un caractère particulier : la production de pétrole brut se répartit comme suit : 50 % pour l'entreprise, 50 % pour l'Etat. En échange la compagnie obtient la libre disponibilité de ces 50 %, l'exonération d'impôt à l'exportation de capitaux destinés à l'exploitation du pétrole et un prix "affiché" (pour calculer la taxation) par baril de 2,10 dollars, le plus bas de l'Amérique latine. Toutes ces facilités ont pour résultat que la part respective de l'Etat qui était initialement de 50 % se réduit à 22 % des bénéfices, ce qui représente la part effective que reçoit l'Etat. L'Equateur, qui n'a pas de pré-tention nationaliste, en reçoit 23 %, pour ne pas parler du Vénézuéla et d'autres pays.

Les contrats d'exploration sont de 3 à 5 ans, et d'exploitation de 25 à 30 ans, au terme desquels les puits reviennent à l'Etat (une fois qu'il n'y aura plus une goutte de pétrole).

Au total jusqu'à maintenant, ont été conclus des contrats avec 18 compagnies pétrolières qui explorent ou exploitent 25 millions d'ha dans la forêt vierge. Parmi ces compagnies on trouve AMOCO Peru Petroleum, filiale de la Standard Oil Indiana, à qui appartenait aussi l'IPC, propriétés toutes les deux de Rockefeller, Getty Oil, Philips Petroleum, British Petroleum, Occidental P., Delco P., etc... Pour sa part Petroleos del Peru réalise aussi des travaux intenses dans la forêt amazonienne, et son pétrole sera vendu au Brésil comme on le fait déjà à présent avec le pétrole puisé à Trompeteros, et qui se vend à 3,40 dollars par baril, très loin des 14,08 dollars du pétrole vénézuélien.

LES NATIONALISATIONS

La première mesure spectaculaire de la Junte militaire et qui a servi de justification au coup d'état, fut la nationalisation de la IPC (International Petroleum Company). Cette mesure a en même temps donné des espoirs à beaucoup de gens, espoirs que ce gouvernement serait réellement nationaliste et anti-impérialiste. Le propre chef de la Junte militaire s'est chargé de décevoir ces espoirs en déclarant qu'il s'agissait d'une mesure exceptionnelle prise contre une compagnie qui n'avait pas respecté les lois péruviennes. En effet la compagnie devait à l'Etat, 690 millions de dollars en impôts impayés tout au long de décennies d'exploitation de notre pétrole. Au moment de l'expropriation, les biens de la compagnie ont été évalués à 150 millions de dollars et malgré la prise spectaculaire par surprise des puits et de la raffinerie à grands renforts de parachutistes et de tanks, l'IPC a pu faire sortir du pays 16 millions de dollars d'une façon "mystérieuse", ce qui aurait été impossible si la compagnie n'avait eu de bonnes relations avec certains fonctionnaires du régime ; cette affaire a d'ailleurs provoqué la démission du ministre de l'Economie d'alors.

Que cette nationalisation ait été exceptionnelle, les investisseurs pétroliers l'ont compris rapidement ; la preuve en est que 18 compagnies étrangères exploitent actuellement notre pétrole dans la forêt amazonienne.

Voyons maintenant un autre cas du "nationalisme à la péruvienne".

A la fin de l'année dernière, la Junte militaire nationalise la mine de Cerro de Pasco en payant des indemnités de 76 millions de dollars. De son côté, l'entreprise parvient à faire sortir du pays 67 millions de dollars correspondant à différentes opérations monétaires autorisées par le gouvernement et qui n'étaient pas "matière à expropriation". Elle reçoit aussi 7 millions de dollars par des remboursements de prêts à l'étranger, frais d'assistance technique et vente d'actions



de diverses compagnies. Le gouvernement conclut que de tels avantages ne constituent pas un paiement mais la reconnaissance des biens légaux des compagnies, ce qui est en contradiction avec le décret-loi d'expropriation dans lequel on affirme que la mine Cerro de Pasco est nationalisée pour ne pas avoir respecté les normes légales d'hygiène, de sécurité et d'habitat (manque de 8 000 logements d'après le ministre de l'Energie et des Mines) et surtout, pour avoir pollué le lac Huasacocha et les eaux des fleuves Rimac, San Juan, et l'environnement rural.

Quels sont les faits en réalité ?

- la Cerro Corporation, propriétaire de la mine Cerro de Pasco offre cette mine à vendre après avoir déclaré un déficit en 1971 et est disposée à faire des démarches pour permettre le financement de cette vente auprès d'organismes internationaux

- La Cerro Corporation promet à la Junte militaire d'investir l'argent qu'elle obtiendra de cette vente dans la mine Cuajone qu'exploitent ensemble la Southern Company et elle-même ; c'est à dire en fait qu'elle vend sa mine Cerro et déménage à Cuajone. Pourquoi ?

- C'est que la Cerro Corporation obtient de 1964 à 1970 de sa mine Cerro un profit moyen de 22 millions de dollars avec 15 000 ouvriers organisés dans un syndicat de classe fort. D'un autre côté, de sa mine Cuajone, elle obtient un profit moyen annuel de 60 à 70 millions de dollars avec seulement 2 500 ouvriers et un syndicat détruit par la Junte l'année précédente.

- Qui finance le paiement de cette nationalisation ? Dix banques nord-américaines dont la principale est la Morgan Guaranty Trust, propriété de l'empire Morgan qui est d'ailleurs également propriétaire de la Cerro Corporation; on peut donc en conclure que la Junte militaire nationalise la Morgan, la paye avec l'argent emprunté à la Morgan, et on devra un jour rembourser cette dette avec des intérêts versés à la même Morgan

- Jack Kubich, sous-secrétaire d'état des USA se réjouit de cette formule péruvienne qui "peut être la base de futurs accords de mon pays avec les nations de l'Amérique latine"

- Enfin, la Cerro Corporation garde ses 24 entreprises industrielles qui produisent pour le marché péruvien et pour celui du Pacte Andin et qui, modernes et dynamiques, représentent une bonne affaire.

■ Continuons à présent avec un autre exemple que nous offre ces "militaires nationalistes".

La Junte militaire nationalise la Compagnie Péruvienne de Téléphone, propriété de l'ITT, et relance sa propagande nationaliste et anti-impérialiste. Mais on apprend par la suite quelles ont été les "petites conditions" mises à l'achat de cette entreprise :

- le paiement au-dessus de sa valeur réelle et en devises fortes

- donner l'exclusivité à l'ITT pour la fabrication d'équipements et appareils de télécommunication (participation subordonnée de l'Etat) et en tant que fournisseur unique au Pérou et dans le marché du Pacte Andin

- la vente à un prix de cadeaux d'un terrain dans le centre de Lima pour permettre à l'ITT de construire un hôtel de la chaîne hôtelière Sheraton (propriété encore une fois de l'empire Morgan)

- libre importation du matériel de construction et d'équipement de l'hôtel ; et le gouvernement finance même une partie de la construction avec un prêt accordé par une banque canadienne à intérêt élevé (12%)

■ Enfin, en ce qui concerne la nationalisation de l'industrie de la pêche, réalisée en Mai 1973, nous pouvons faire les commentaires suivants :

L'industrie de la pêche a connu un grand essor économique dû fondamentalement à la pêche des anchois : 12 millions de tonnes en 1970 qui représentaient environ 32 % des exportations péruviennes. En 1971 la production n'est plus que de 10 millions ; en 1972 la production n'a pu satisfaire la demande même après avoir puisé dans tous les stocks. La cause de la baisse de la production est tout d'abord d'ordre météorologique (déviations d'un courant marin chaud qui fait descendre le courant marin "Humboldt" (froid) où vivent les anchois) et provient aussi de l'irrationalité de la pêche qui ne laisse pas les poissons se reproduire.

Les petites et moyennes entreprises, propriétés de péruviens, commencent à avoir des problèmes financiers, et on assiste alors au début d'un processus de concentration de la production. A la fin de 1972, la production tombe presque à zéro. L'Etat alors diminue le taux d'imposition de moitié sur le poisson exporté, ainsi que les taxes à la pêche d'un tiers. D'autre part, il prend à sa charge les 58 % des dettes des entreprises. A la veille de la nationalisation, la dette des entreprises atteint 9 000 millions de soles (900 millions de nouveaux francs) tandis que le capital social des entreprises n'atteignait que 4 800 millions de soles, et cela sans pouvoir envisager un retour aux bonnes années.

C'est alors qu'apparaît l'Etat qui nationalise les entreprises, paie au comptant les 10 % de leur valeur, et étudie la façon de rembourser le reste en encourageant les entrepreneurs à investir dans les autres branches de l'économie, plus dynamiques et rentables. D'autre part il stimule les investissements dans la pêche du Japon et commencent à se former alors les entreprises "mixtes" qui ne se différencient en rien de celles que nous avons analysées plus haut (pétrole).

Pour terminer, on peut ajouter que la revendication de la souveraineté nationale sur les 200 miles marins prend naissance en 1948, sous le régime constitutionnel de Bustamante et que tous les gouvernements successifs l'ont reprise par la suite. Sur la défense des 200 miles marins, nous tous, péruviens, sommes unanimement d'accord. Mais assumer cette défense pour voir ensuite se signer des contrats "mixtes" avec des compagnies impérialistes, c'est tout à fait autre chose.

LA LOI DE PROPRIÉTÉ SOCIALE

D'après les porte-paroles de la Junta Militaire, la propriété sociale est "l'expression la plus audacieuse et révolutionnaire de la nouvelle société ni capitaliste ni communiste". Cette loi définit les entreprises de propriété sociale composées "exclusivement des travailleurs avec entière participation à la direction et gestion de l'entreprise, et aux bénéficiaires". Cependant l'Etat est omniprésent par l'intermédiaire du Conseil National de la Propriété Sociale et de la Commission Nationale de la Propriété Sociale. Les deux organismes dépendent directement de la "Présidence de la République" (art. 185). Ils décideront respectivement aussi bien de la forme de la politique nationale de la Propriété Sociale (art. 186) que de l'exécution de cette politique (art. 187). Ils tiennent en leurs mains toutes les décisions concernant la formation, la rémunération, l'embauchage de nouveaux travailleurs, le financement et l'émission des titres de valeurs ou actions, la "conscientisation des travailleurs", et enfin la liquidation et la dissolution de cette entreprise.

Il faut noter que le Conseil National de la Propriété Sociale est formé (art 186) par les ministres suivants : ministre de l'Economie et des Finances, de l'Industrie, du Commerce, du Travail, et par le chef de l'Institut National de Planification. Pour sa part, la Commission Nationale de Propriété Sociale est constituée, sous la présidence du délégué de la Présidence de la République, est formée par des délégués (art. 188) des ministères de l'Eco-



nomie, du commerce, de l'industrie, du travail, de l'énergie et des mines, des transports, de l'agriculture, de la pêche, par des délégués du SINAMOS, de l'Institut National de Planification, du COFIDE (Corporation financière de développement), et finalement par trois représentants de l'Assemblée du secteur de la Propriété Sociale. Comme on peut le voir, la "gestion et la participation" sont plutôt celles de la bureaucratie civile-militaire que celles des travailleurs.

De plus les travailleurs dans l'entreprise de Propriété Sociale peuvent être obligés de travailler "volontairement" sous forme gratuite (art. 25) quand les besoins de celle-ci l'exigeront ; et ils sont toujours soumis à un statut de discipline rigide qui les force s'ils veulent continuer à travailler, à donner leur adhésion au principe de la Propriété Sociale (art. 20), ce qui signifie qu'ils doivent obligatoirement donner leur adhésion à la Junte militaire.

En ce qui concerne le financement de cette entreprise le décret-loi fait appel à la participation d'investisseurs privés. Seuls les compagnies et les financiers peuvent acquérir les "acciobonos" (art. 86) (valeurs en portefeuilles émises par les entreprises de Propriété Sociale) et vont émettre des "certificats de participation" pour la vente aux petits épargnants par l'intermédiaire de la Bourse (art. 125). C'est à dire que ce sont les financiers et compagnies privées qui vont s'approprier le travail des ouvriers à travers la rente et les intérêts de leurs investissements dans cette entreprise.

L'Etat pour sa part, peut également créer certaines entreprises par l'intermédiaire de COFIDE avec l'argent emprunté à l'étranger ou en utilisant des recettes fiscales. Pour les années 1973-1974, la COFIDE pense investir 6 000 millions de soles qui permettront de donner du travail à 30 000 travailleurs. Mais si l'on sait qu'il existe 1 million de chômeurs et de sous-employés dont le nombre s'accroît chaque année de 120 000, on peut se rendre compte de la portée de ce secteur de Propriété Sociale qui d'après la Junte militaire sera le secteur prioritaire

LE SINAMOS

En 1972, la Junte militaire crée le SINAMOS (Système national d'appui à la mobilisation sociale) dans le but, d'après la Junte, d'organiser la population "vers une démocratie sociale", qui permettra une "pleine participation" de la part de la population dans les affaires économiques et politiques du pays.

Mais qu'est-ce que le SINAMOS ?

Tout d'abord, il est divisé en principe en 8 régions correspondant aux 8 régions militaires où le chef militaire est en même temps chef du SINAMOS. Le vrai centre de pouvoir et de décision du SINAMOS se trouve au SNIMP (Service National de l'Intelligence militaire du Pérou). Le SINAMOS a pour rôle de contrôler, régimenter, et encadrer toute organisation syndicale ou populaire, révélant ainsi son caractère corporatiste. Par exemple, d'après la loi, les formes d'administration ainsi que le niveau de hiérarchie sont imposés aux organisations agraires, qui doivent accepter les objectifs suivants : "défendre les dispositions et les mesures qu'adoptent les organismes publics pour le centre rural, et coopérer avec les organismes de l'Etat dans les actions concernant le développement économique, social et culturel de l'aire rurale". Et l'on déclare que les organisations ont l'interdiction de "se dédier aux affaires de politique partisane". D'autre part, pour qu'une organisation soit légalement reconnue et puisse fonctionner, elle doit se faire inscrire au SINAMOS. De même, le décret-loi établit le pouvoir détenu par le SINAMOS de dissoudre ces organisations quand "elles réalisent des actions non prévues par le règlement et contraires aux lois".

Voyons maintenant comment SINAMOS implante sa "démocratie sociale de participation pleine" dans les bidonvilles. Pour les élections des dirigeants des "Conseils de voisins", ceux-ci après être élus par les pobladores doivent être "confirmés" par SINAMOS d'après certains critères :

Ils doivent avoir un travail permanent, en excluant tous les chômeurs et sous-employés, donc 80 % de la population de ces bidonvilles

- avoir un foyer légalement constitué (être marié et avoir une vie familiale sans reproche)
- ne pas avoir d'antécédents p maux ou politiques



LUTTES POPULAIRES ET REPRESSION

Etant donné le caractère réformiste de la Junta militaire, son action ne peut résoudre les graves problèmes structurels de notre pays. Et c'est pour cela que les masses travailleuses protestent, s'organisent, et se préparent pour l'affrontement final. C'est ici que l'on trouve la raison de la répression organisée par les militaires, soit d'une façon violente et ouverte (comme on pourra le voir dans les exemples cités plus bas), soit d'une façon systématique subtile et sélective, mais les deux dans le même but : détruire les organisations populaires, les mettre au service des réformes de la Junta militaire, les vider de leur caractère de classe et de leur combativité. Le SINAMOS fait partie de cette ligne répressive,

aussi bien que la création de la CTRP (Centrale des travailleurs de la révolution péruvienne) et des syndicats collaborationnistes, qui essayent de diviser et de récupérer les travailleurs péruviens sur le principe "de démocratie sociale et de participation pleine". La réponse des travailleurs et au peuple péruvien ne peut être que celle de la défense de leur autonomie et de leur indépendance à l'égard de cette malheureuse expérience réformiste et pro-impérialiste de la Junta militaire, qui maintient le pays dans le caçmage, la famine, l'analphabétisme, et qui tue et emprisonne les fils les plus combattifs du peuple péruvien.

Voyons quelques exemples des luttes populaires et de "répression humaniste" :

- 1969, massacre à Ayacucho et Huanta à la suite d'une manifestation contre la suppression de la gratuité des lycées. La police a tiré sur la foule, résultat : 100-morts et de nombreux blessés
- 1971, Cobriza : grève des mineurs, la police intervient pour récupérer un fonctionnaire nord-américain de la compagnie pris en otage : 30 morts et 61 mineurs envoyés au camp de concentration SEPA (au milieu de la forêt amazonienne)
- 1971, grève des enseignants : 1 200 professeurs mis en prison, 3 000 licenciés, 5 dirigeants nationaux expulsés du pays, ainsi que le président de la Fédération des étudiants et un dirigeant paysan
- 1972, mobilisation à Puno, à la suite de la visite de l'épouse du chef de la Junta : la police tire sur la foule et l'on dénombre 10 morts, plusieurs blessés, et l'état de siège est déclaré
- 1973, grève générale à Chimbote, à la suite de l'intervention criminelle de mercenaires de SINAMOS dans le syndicat des pêcheurs, qui a causé la mort de 5 travailleurs de la pêche
- 1973, grève des mineurs de Cuajone : expulsion du pays du secrétaire général du syndicat et grève de la mine de Toquepaia, au total 82 jours de grève



- 1973, grève générale dans les départements du sud en solidarité avec les mineurs, enseignants, étudiants, et contre les SINAMOS ; état de siège dans tout le sud du pays, 3 morts et mise en place par les différents syndicats pour la première fois d'un Front de Défense des Intérêts du Peuple, qui rassemble tous les travailleurs

- 1973, luttes paysannes et invasion des terres non affectées par la réforme agraire à Puirá, Ancash, Andahuaylas, pour la revendication du non paiement de la terre exigé par la loi de réforme agraire

- 1974, mobilisation des pobladores des bidonvilles de Lima contre la vie chère, la police tire sur la foule : 5 morts qui furent enlevés par la police au moment de leur enterrement

- 1974, grève des mineurs de Centromiá (ex-Cerro de Pasco) et grève des ouvriers de l'industrie métallurgique et intervention militaire dans différentes universités

Tout cela suffit pour rendre de la lutte du peuple péruvien tout entier et de la faillite du réformisme "ni capitaliste ni communiste".

Alors quelles peuvent être les alternatives qui s'offrent au peuple péruvien ?

1) OLIGARCHIQUE

L'oligarchie éloignée du pouvoir politique, lutte pour le dit "retour à la constitutionnalité" par l'intermédiaire d'élections, et le "retour de l'armée aux casernes", c'est à dire revenir en arrière ; cette position est appuyée par des partis pro-impérialistes comme l'APRA, l'action populaire, etc...

2) MILITAIRE

La Junte militaire préconise l'accentuation, l'approfondissement des réformes en cours; cette position est appuyée par la Démocratie Chrétienne et le Parti communiste révisionniste d'une façon inconditionnelle

3) POPULAIRE

Face aux deux premières, apparait celle du peuple péruvien qui lutte pour ses propres intérêts et pour l'instauration d'une démocratie populaire en marche constante vers le socialisme.

**LIBERATION NATIONALE - DEMOCRATIE
POPULAIRE ET SOCIALISME**



Dans le numéro précédent de Pérou-Information, nous avons commencé une brève analyse de l'agriculture péruvienne, nous appuyant sur certaines indications analytiques de la région nord.

A propos de la situation au moment du coup d'état militaire de 1968, nous avons signalé :

- 1) une diminution du pouvoir politico-économique de la bourgeoisie traditionnelle sur l'agriculture moderne, la mine et le secteur industriel
- 2) un processus évident de transfert des capitaux de la branche agricole vers d'autres secteurs plus dynamiques, principalement vers le secteur industriel
- 3) un pourcentage croissant du processus de migration interne de la campagne vers la ville
- 4) un progrès significatif des masses vers des positions révolutionnaires, la libération nationale cessant d'être un fantasme et devenant une réelle menace pour la domination néo-coloniale de l'impérialisme
- 5) l'oligarchie traditionnelle conservatrice ne comprend pas la nature de cette conjoncture qui représente un obstacle pour l'impérialisme néo-colonial et l'application de sa politique économique de "desarrollismo" qu'elle menait à un niveau continental.
- 6) Cependant la bourgeoisie industrielle financière, toujours liée au capital impérialiste se trouvait dans l'incapacité d'assumer le rôle principal d'autant plus qu'entre autres motifs, elle manquait de soutien politique

7) Finalement, ce sont les F.F.A.A., réunies idéologiquement dans le C.A.E.M. (Centre de Hautes Etudes Militaires) qui, au nom de cette bourgeoisie industrielle-financière, assument le contrôle de l'état et programment leur politique réactionnaire et anti-populaire en faveur de cette bourgeoisie.

LE PLURALISME ET LA CONVERGENCE

Voyons tout d'abord ce que les militaires péruviens soutiennent sur la "Troisième voie ou modèle péruvien".

Le premier ministre péruvien, le Général E. Mercado Jarrin déclare dans la revue "Vision" :

" La base économique de la nouvelle société péruvienne se caractérise par le pluralisme économique où, avec le secteur de propriété sociale, subsistera la propriété de l'entreprise privée réformée. Nous assistons, à un niveau international, à une involution du communisme dans le capitalisme, de la même façon que le capitalisme, en convergeant avec le communisme, prendra de celui-ci les expériences utiles et praticables."

Voilà donc les conceptions sorties du musée des antiquités idéologiques de l'anti-communisme et des révisionnistes de la social-démocratie européenne du début du siècle, conceptions qui sont présentées comme des "nouveautés" par la Junte Militaire. Ce sont ces marchandises "pseudo-scientifiques" qu'ils nous présentent comme de grandes découvertes, comme "modèle péruvien", comme "alternative révolutionnaire" des pays exploités. La théorie de l'intégration du capitalisme dans le socialisme a précédé les conceptions contemporaines de la convergence, elle a été conçue par les révisionnistes dès le début de ce siècle, c'est à dire dans la phase initiale de l'impérialisme.

À l'apparition du capital monopoliste, les théoriciens les plus détachés de la social-démocratie de cette époque (Kautsky, Hilferding, Bauer) essayèrent de démontrer la supposée caducité des thèses essentielles du marxisme et fabriquèrent la théorie connue de l'"intégration du capitalisme dans le socialisme".

Les révisionnistes de cette époque qualifièrent la parution des associations, unions, cartels et trusts capitalistes, ainsi que les accords et les conventions entre les états capitalistes, d'avance qualitative en ce qui concerne l'"organisation et la planification du capitalisme". Ce courant s'est exprimé dans la théorie Kautskienne de l'"ultra-impérialisme" qui prit sa forme définitive pendant la première guerre mondiale et après elle et qui ressemble comme une soeur jumelle à la théorie révisionniste contemporaine de la convergence et du pluralisme. Ces thèses du "capitalisme organisé", de la "planification capitaliste" que les révisionnistes contemporains décrivent comme la "création d'éléments du socialisme" dans les entrailles même du capitalisme, (au Pérou la "Propriété sociale" où l'on suppose que se concrétisera le "transfert du pouvoir" est sa version la plus claire) nous les trouvons dans des oeuvres comme "Le capital financier" de Hilferding, écrit en 1910 qui ébauche déjà la conception du "capitalisme organisé" et signale que le dit phénomène représente en réalité une substitution d'abord de la libre compétence par le principe socialiste de la production planifiée. N'oublions pas que par la suite, Hilferding s'abandonna complètement à la fantaisie et dépeint l'utopique perspective de la transition du "capitalisme organisé" au socialisme ; le principal instrument pour réaliser cette transformation était "un nouveau type de démocratie économique et politique" dont nous pouvons synthétiser le sens de la



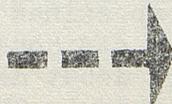
manière suivante :

LA CONVERSION DU CAPITALISME EN SOCIALISME A TRAVERS UNE SERIE DE REFORMES GRADUELLES, LA DIRECTION DE L'APPAREIL ECONOMIQUE VA ETRE TRANSMISE AUX TRAVAILLEURS A TRAVERS L'AUTO-ADMINISTRATION-GESTION DE L'ENTREPRISE.

D'un côté, il faut tenir compte du fait que les militaires au Pérou, arrivèrent au pouvoir au moment où le néo-colonialisme amenait à l'échelle continentale sa politique "desarrollista". D'autre part, en sauvant les conditions historiques concrètes dans lesquelles ces thèses avaient été conçues (ce qui leur donne certaines particularités politiques spécifiques) les "conceptions originales du processus péruvien" ont dans le fond la même essence.

Cette conception converge essentiellement vers la pensée d'un changement social structurel à partir de réformes graduelles, sans nécessité de la révolution du prolétariat, ni la dictature du prolétariat, ni l'abolition de la propriété privée capitaliste sur les moyens de production ; mais peu à peu évolutive, aller paisiblement pour développer à l'intérieur du même système capitaliste "réformé" des supposés "éléments quantitatifs socialistes" c'est à dire basés sur une économie pluraliste avec un certain pourcentage de socialisme et de capita-

lisme. Cette manière aller "transférant le pouvoir économique" aux producteurs directs, organisés en associations, coopératives etc... et sous un nouveau type de "DEMOCRATIE PARTICIPATIONNISTE".



Comment ne pas trouver, dans ces fantaisies révisionnistes et réactionnaires dont l'histoire s'est cruellement moquée avec les deux guerres impérialistes de ce siècle, la révolution bolchévique, le jaillissement et la défaite du fascisme et la formation du champ socialiste, la source des théories que nous entendons répéter sur la "convergence", le "pluralisme", l'autogestion et le participationnisme au Pérou ?



APPLICATION DE LA REFORME AGRAIRE DANS LES COOPERATIVES

L'application de la loi de réforme agraire 17716 devient effective quand les complexes agro-industriels forment les Coopératives Agraires de Production (CAP). La relation juridique de propriété de la terre change radicalement.

Ceci apporte comme conséquence "apparente" un changement dans les relations sociales de production et après les comités temporaires qui assurèrent la marche des complexes, dans la période de transition, ce sont les employés qui ont la responsabilité de la gestion de l'entreprise. Mais clarifions cette "autogestion" formelle que le gouvernement des militaires mit en marche, et aussi ce "pluralisme économique" qui doit faire sortir le peuple péruvien de sa misère.

L'autogestion dans les Coopératives agraires de production

Nous disions que l'"autogestion" est purement et simplement formelle, voyons :

"L'assemblée générale des délégués est la plus grande autorité qui décide la marche de la coopérative". C'était le principe coopérativiste

le plus répandu dans le cours d'"éducation coopérative" (ONDECOOP). Ces cours là avaient pour but de montrer les avantages du système coopérativiste de même que les "droits" et "obligations" des associés coopérativistes.

Mais, ce que l'on n'enseignait pas était qu'au moment de la constitution du capital de la coopérative, l'état apportait la somme qui manquait après l'apport des travailleurs pour que ceux-ci lui remboursent après avoir payé l'indemnisation des "expropriations". Dans le cas de l'ex-hacienda Casa Grande, l'apport de l'état représente plus de quatre fois l'apport des travailleurs.

L'état a apporté par conséquent une proportion généralement supérieure à 80 % du capital dans chaque coopérative. Par la suite il s'est accordé légalement une représentation proportionnelle à l'apport, ce qui lui confère une majorité écrasante à l'assemblée générale des délégués, une autorité maximum qui décide de la marche de la coopérative ; de la totalité des 120 délégués dans la C.A.P. Casa Grande, 24 étaient élus par les travailleurs au cours d'élections "libres, démocratiques, et universelles".

De plus, l'état a la possibilité de désigner les administrateurs et techniciens de la coopérative.

Les luttes que livrent les travailleurs agricoles et les sanglantes répressions auxquelles ils sont soumis (Tuman, Paramonga, Cayalti, etc) sont les preuves de contradictions aiguës au sein de la société bourgeoise et l'histoire nous montre une fois de plus qu'il n'y a aucune politique réformatrice qui ne soit une alternative à l'exploitation capitaliste.

CONCLUSION

Dans ce cadre super-structurel qui guide l'action économique-sociale des militaires au pouvoir, nous voyons :

- que l'application de sa politique réformiste n'est pas suffisante, même pas pour contenir l'avance des luttes revendicatives du secteur populaire et des classes moyennes, leurs mesures devenant de plus en plus verticales et corporatistes. Il est inutile de dire que lorsque les luttes dépassent ces limites, ce sont les forces répressives du régime qui se chargent de maintenir l'ordre établi.

- qu'en ce qui concerne ses mesures économiques d'OUVERTURE au capital impérialiste, principalement nord-américain, elle est loin d'être "nationaliste" ou "révolutionnaire", il suffit de regarder les sommes extraordinaires que nous donnent les statistiques en ce qui concerne la dette publique externe accumulée ou les investissements extérieurs en leur double qualité de directs ou par portefeuille (crédits).

La réforme agraire et les autres réformes ne sont pas inspirées par les "découvertes des militaires" mais sont, sans l'ombre d'un doute, orientées vers des conceptions que le matérialisme dialectique et historique réfute et condamne catégoriquement.

C'est le prolétariat allié à la paysannerie qui orienté par une idéologie politique marxiste-léniniste, à notre point de vue, qui rendra possible un changement structurel, implantant, par la révolution démocratique et populaire, le socialisme.



ATTENTAT CONTRE MINISTRES

Le premier ministre Edgardo Mercado Jarrin a échappé le 2 décembre à Lima à un attentat. Il se trouvait dans une voiture en compagnie des généraux Javier Tantalean, Guillermo Arbula et Gilberto Neumann, lorsque des inconnus ont ouvert le feu sur le véhicule. Le général Tantalean et Arbula ont été légèrement blessés. Le premier ministre est indemne.



MERCADO



TANTALEAN

LA PEINE DE MORT POUR LES AUTEURS D'ATTENTATS POLITIQUES ! a été décidé par le gouvernement péruvien après la tentative d'assassinat perpétrée la veille contre le premier ministre, le général Mercado Jarrin . -

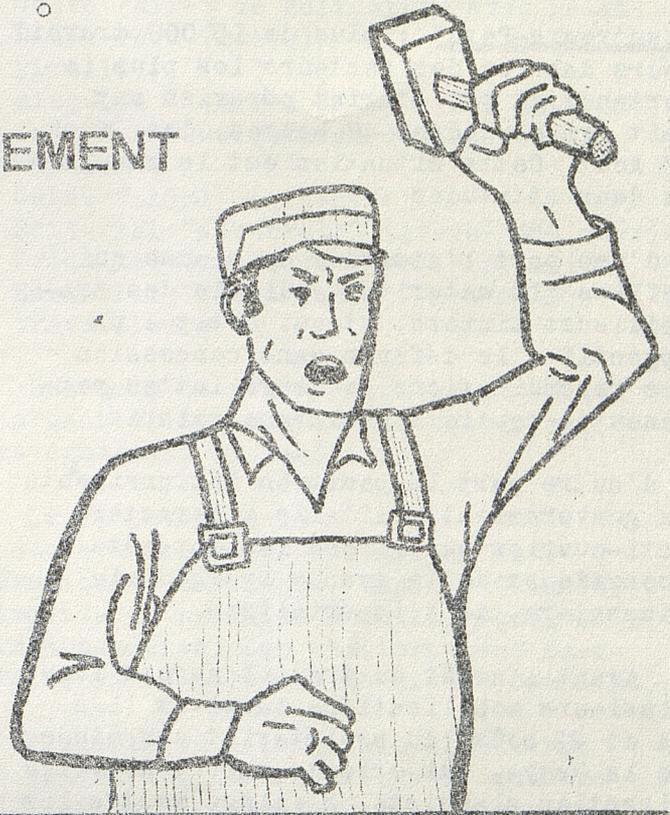
Le mois dernier une bombe a explosé dans un grand magasin de Lima, faisant onze blessés. Quelques jours plus tard des manifestants de gauche avaient lapidé l'hôtel Sheraton et saigné le rez-de-chaussée de l'hôtel.

GREVES OUVRIERES :

REPONSE AU GOUVERNEMENT

SITUATION GENERALE

Durant ces dernières années les classes populaires ont manifesté une série de protestations et ont connu des affrontements avec le gouvernement et sa politique réformiste, qui n'est autre que la réponse à la crise économique et à ses séquelles de faim, de misère, de surexploitation et de chômage. Ce n'est que la réaction et la réponse aux mesures anti-populaires, verticalistes et répressives du régime ; de là, les luttes des travailleurs pour leurs revendications salariales, pour la défense de leurs droits démocratiques et syndicaux. atteints, que le gouvernement présente comme une politique "contrerévolutionnaire" destinée à faire échec à la politique "révolutionnaire" du régime. Ce n'est qu'un rideau de fumée pour cacher la stratégie du gouvernement militaire qui cherche à se sortir de la crise dans laquelle il a fait tombé le pays, en se basant sur la surexploitation des travailleurs. Le blocage des salaires, l'augmentation des prix d'articles de première nécessité, les plus pour 2 ans (D.S.006-/I.T.R), les dites "solutions intégrales" et la réglementation des grèves constituent les supports de cette politique anti-ouvrière et anti-populaire sur lesquels la classe ouvrière doit centrer ses feux immédiats, qu'elle doit démasquer et faire tomber. Mais comme toujours les forces de police ont répondu par la répression aux désirs et actions de justice des travailleurs.



Parmi les luttes populaires les plus importantes, il faut signaler les suivantes :

- La grève des travailleurs de "Pirelli" contre la hausse du coût de la vie, à laquelle le gouvernement, avec sa doctrine "humaniste", a répondu en faisant arrêter le secrétaire général du syndicat et les dirigeants les plus combattifs.
- L'invasion paysanne des domaines féodaux d'Andahuaylas, en réponse des traitements despotiques des "gamonales" (propriétaires des domaines de la Sierra). Les paysans orientés par leur organisation syndicale ont expulsé les propriétaires, et ont occupé les terres (20 000 ha). Mais, comme d'habitude, les "gamonales" ont eu recours à la "justice" et aux forces de police, pour réprimer le mouvement paysan. Malgré ces mesures, les paysans ont maintenu leur position : "pas un centime de plus aux exploités" qui, pendant toute leur vie ont vécu en parasites des paysans.

"Centromin-Perú" : plus de 15 000 travailleurs dans un des secteurs les plus importants du prolétariat péruvien ont fait grève pendant 48 heures, les 26 et 27 Août. Cette situation est le résultat de deux attitudes :

- d'une part l'attitude de classes qui reflète la maturité syndicale des travailleurs miniers, et qui obéit à un objectif : la défense sans concession des revendications de leurs luttes permanentes contre l'esclavage salarié

- d'autre part la position intransigente du gouvernement militaire à caractère anti-ouvrier qui défend les intérêts économiques de la grande bourgeoisie financière, de l'impérialisme.

Avant l'arrêt du travail eurent lieu plusieurs mobilisations massives (les 14 et 22 août) du prolétariat des mines de la Oroya, qui orienté par sa nouvelle direction classiste, a vaincu toutes les normes "légal", surtout le décret du Ministère de l'Intérieur qui interdisait les actes de masse et autorisait la police à utiliser ses armes.

La loi de réforme agraire en vigueur prévoit le paiement des terres aux anciens propriétaires

La presse (journaux, revues, radio, télévision), récemment étatisée (depuis le 27 juillet 1974), qualifiait de "intransigeance dans les mines", "provocation", "arrêt illégal", "82 millions de soles de pertes", "anti-patriote", "contre-révolutionnaire", "gauchiste", cette grève et s'attaquait aux dirigeants des 14 syndicats de "Centromin-Perú" dans l'intention de séparer la direction de sa base.

Nous croyons que le programme de revendications de "Centromin" est juste, puisque le coût de la vie a augmenté de 40 % dans les 12 derniers mois, c'est à dire que s'il gagnaient 200 soles, leur

salaires réels est maintenant de 120 soles par conséquent, ils défendent le maintien de leur salaire réel, en toute justice - dans le cadre de l'exploitation capitaliste du système, en demandant 80 soles d'augmentation.

Par la suite, des "négociations" réalisées entre les travailleurs et les représentants du Ministère du Travail permirent une augmentation de 65 soles, qui fut encore diminuée à 50 soles après une autre "négociation". "Expresso", journal pro-gouvernemental, disait que cette augmentation représentait pour les mineurs un revenu supérieur à 4 000 soles mais il ne parle pas des revenus des fonctionnaires de Centromin (qui sont d'ailleurs les mêmes qui travaillaient pour la Cerro Corporation avant l'expropriation) et qui gagnent jusqu'à 270 000 soles par mois.

"FETIM" (Fédération des travailleurs de l'Industrie métallurgique)

Les 13 et 14 août eut lieu un arrêt préventif d'une grève indéfinie, ce qui fut un succès, parce que réalisé par la majorité des bases de la Fetim. Mais comme le programme de revendications continuait ainsi que les vagues de licenciements d'ouvriers, une grève illimitée a commencé le 5 Septembre suivie par plus de 15 000 travailleurs métallurgistes. Devant l'attitude criminelle de nos ennemis de classes: l'impérialisme et la bourgeoisie, qui veulent mettre un point final aux luttes revendicatives de la classe ouvrière, et même méconnaître et liquider ses droits, les travailleurs ont pris cette mesure de force pour faire face à l'attaque. L'état péruvien, qui défend les intérêts des exploiters bourgeois, devant la pression des luttes de la Fetim, et la crainte de solidarité des autres travailleurs, a fait les concessions suivantes : réintégration de 11 sur les 16 ouvriers licenciés de Motor Pru, et de 5 sur 8 de Pirelli. Néanmoins les autres problèmes n'ont pas été touchés, promettant seulement un "dialogue" le lendemain de la cessation de la grève, dialogue qui serait réalisé syndicat par syndicat, et non au niveau de la Fetim.

- Voici les points principaux du programme de revendications de la Fetim :
- halte à la fermeture d'usines
 - contre la réduction de personnel
 - contre la liquidation des syndicats
 - contre l'illégalité des grèves
 - contre la poursuite policière des dirigeants syndicaux
 - pour la dérogation au décret 006-71 TR qui établit qu'on ne peut présenter de programmes revendicatifs que tous les deux ans
 - cessation immédiate du jugement des dirigeants
 - contre la hausse du coût de la vie
 - pour la sécurité de l'emploi
 - pour la solution des anciens programmes de revendications
 - pour la liberté des prisonniers politiques

LICENCIEMENTS DANS LES BLANCHISSERIES ET A L'USINE "VENTURA S.A."

Plus de 1 000 ouvriers sont menacés de licenciement et ainsi d'être à la merci de la faim et de la misère. Les patrons qui ont décidé de ne plus continuer à exploiter ces secteurs de la production, et sans autre démarche que celle de l'arbitraire, ont procédé à la fermeture de leurs établissements, jetant à la rue tous leurs travailleurs, refusant de leur payer leurs salaires et de satisfaire leurs revendications sociales.

"RAYON CELANESE" EN GREVE

Dirigés et orientés par leur syndicat, 640 ouvriers de cette branche industrielle se sont déclarés en grève générale illimitée pour exiger le maintien de leurs salaires appropriés par cette entreprise et par la politique de "portes fermées" que pratique le Ministère du Travail en commun accord avec le patronat de la firme en question. Le syndicat réagit ainsi contre l'entreprise qui a violé une série de traités avec les travailleurs qui subissent des actes arbitraires.

Tout comme ces mouvements de justice revendicatifs, il y a beaucoup d'autres mouvements dans tout le pays, il convient de mentionner les suivants :

- douanière (grève) 10 000 travailleurs
- textiles (")
- Volvo (arrêt de solidarité avec Fetim)
- Sider-Perú (grève)
- Pirelli (")
- Arequipa (arrêt de 48 h les 26-27/8)
- luttes revendicatives des marchands ambulants
- Usine TEXORA (grève)
- Editorial "Navarrete" (grève) 280 ouvrier
- Produits céramiques (grève illimitée)
- Editorial "Nuevo Mundo" (grève) 800 travailleurs

Beaucoup de ces syndicats ont réussi à organiser des comités de coordination des syndicats en conflit.

Le 19 Octobre, le a déclaré illégales les grèves de : céramiques, Hartinger, Rayon y Celanese, Nicovita et produits métallurgiques alfa. Ils demandaient des améliorations salariales et la solution de divers conflits.

- 1) Produits métallurgiques alfa : ils ont arrêté le travail le 17 octobre à cause de la détention du secrétaire général Abdon Valverde et du secrétaire de la défense du syndicat, Vicente Pelaez, et des travailleurs Freddy Chavez, et Jorge Valencia
- 2) Produits céramiques S.A. en grève depuis le 23 Septembre et pendant 1 mois
- 3) Hartinger : en grève depuis le 11/10
- 4) Rayon y Celanese : en grève depuis le 18/9. Le 30, une partie a repris le travail à cause d'une augmentation de 35 soles, mais le reste continue la grève
- 5) Nicovita : en grève depuis le 15/10 en lutte pour la reconnaissance de sa nouvelle direction syndicale

MENACES DE GREVES :

- 1) syndicats de Minería Nazca
- 2) Comité de construction civile de (Huanta)
- 3) mineurs et métallurgistes de (Cerro de Pasco)
- 4) chauffeurs de Bus des lignes 13, 15, 16, 17 de Lima et Turismo Pullman

Programme de revendications présenté par le Syndicat d'employés de "Empresas Eléctricas Asociadas, (28-9-74).

Douanes : grève générale illimitée depuis le 5/9/74:

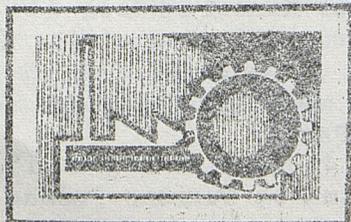
- le syndicat classiste dénonce l'attitude pro-patronale du ministre du travail
- programme de revendications de 34 points présenté le 29 Avril
- appui à Fetim et Centromin
- solidarité avec les paysans de Huaral, Chancay et autres dans leurs luttes pour le non paiement des terres de la réforme agraire
- répudiation de Pinochet et solidarité avec la résistance du peuple chilien
- dérogation du D.9. 006-71 TR (plus de deux ans)

CARACTERISTIQUES DES LUTTES ACTUELLES DU PROLETARIAT

Les caractéristiques de ces mouvements cadrent avec les perspectives du peuple péruvien dans sa lutte pour défendre ses intérêts, elles ont pour but de démasquer la politique pro-impérialiste du gouvernement et de ses agents à l'intérieur du peuple, les révisionnistes contemporains ainsi que les différentes positions soit disant prolétariennes et qui désorientent la lutte révolutionnaire du peuple.

L'actuelle ascension des combats de classe, marquée principalement par la grève de la FETIMP et de CENTROMIN-PERU est l'un des maillons principaux vers lequel convergent l'action des forces amies tout comme l'action des formes ennemies du prolétariat.

Le prolétariat de l'industrie métallurgique et minière se trouve à l'avant-garde de sa classe de par sa combativité, sa politisation et son organisation, étant pour cela la proie de la réaction, et la cible principale de l'offensive répressive du gouvernement et du patronat.



Dans ce combat, la classe ouvrière a pu connaître de près la pratique des différentes organisations qui se réclament avant-gardes du prolétariat ainsi que le rôle confusionniste, de sabotage et faussement classiste du révisionnisme "créole" qui à partir de la direction bureaucratique du mouvement ouvrier (CGTP) cherche à le briser au bénéfice de la junte militaire et de ses plans réformistes, en essayant d'accroître l'action du social impérialisme soviétique dans son affrontement avec l'impérialisme nord-américain. Les révisionnistes essaient d'orienter une simple lutte "syndicale" contre les "mauvais fonctionnaires" du ministère du Travail et attaquent en même temps ceux qui luttent pour la centralisation et l'unification des luttes ouvrières.

Le pacifisme du révisionnisme est secondé par d'autres organisations politiques de gauche qui en réclamant aussi la direction du mouvement ouvrier, ont essayé de prendre le contrôle démocratique des masses. Par exemple, dans la grève de la FETIMP, ils poussaient à une politique défensive, en empêchant des mobilisations actives vers une mobilisation unitaire qui permette de frapper durement l'ennemi de classe, et d'attirer la solidarité d'autres secteurs populaires. Tel est le cas du parti "Vanguardia Revolucionaria" dénoncé par le MIR (Mouvement de la Gauche révolutionnaire) et par le PCP (Parti communiste du Pérou, marxiste-léniniste). Tel est aussi le cas de certains secteurs trotskistes comme le PST de H. BLANCO qui espérait "créer plus de conscience dans les bases" en formant des commissions pour exposer les problèmes moyennant une "lettre ouverte" et solliciter une entrevue avec le gouvernement pour "profiter de ses positions populistes". Face à de telles attitudes, on trouve la position classiste prolétarienne représentée fondamentalement par le Parti Communiste du Pérou (m-l) et le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MDR) qui, refusant les négociations, et les conciliations, demandent la centralisation et la coordination classiste dans la lutte même et non "à froid" pour unifier et coordonner les différents sec-

teurs en conflit, ainsi que la solidarité de classe de tout le prolétariat et du peuple péruvien, en appelant à la violence prolétarienne contre les jaunes, briseurs de grève, et à des mobilisations actives, à des occupations de locaux, etc...

Dans la grève générale illimitée du FETIM, la combattivité des masses a dépassé la direction opportuniste en trois occasions :

- le premier jour de grève, quand les bases décident d'entrer en combat, l'objectif de réintégration des travailleurs licenciés s'amplifie, en réalisant une grande mobilisation active contre le décret 006-/I

- le 11 septembre, en pleine grève, et malgré la disposition gouvernementale de réprimer toute action de masse en faveur du peuple chilien, il y a eu des manifestations éclair à Lima, en affrontant les larmes lacrymogènes et le caractère oppressif du gouvernement ; le pacifisme révisionniste était ainsi brisé

- lors d'un acte de masse convoqué par le comité de lutte, on arrive à l'approbation et à l'émission de communiqués en accord avec les paysans de la vallée de Chancay, avec le SUTEP et la FEP, fait important qui contribue à l'unité ouvrière-paysanne-étudiante.

Néanmoins le pacifisme et le complot du gouvernement n'ont pas permis de continuer avec la grève, les forces classistes n'ont pas pu prendre la tête du combat, et l'unité avec d'autres secteurs en conflit n'a pas été atteinte.

Autre fait important : l'effort déployé à partir des bases de la CGTP pour défendre cette glorieuse centrale syndicale de la liquidation prétendue par la direction révisionniste, qui essaie de la mettre au service du gouvernement et de la fusionner avec les centrales patronales de la CTP, CNT et CTRP.

Le prolétariat, en gardant son indépendance politique de classe, que le révisionnisme prétend hypothéquer, a dépassé la direction opportuniste en

lui arrachant un arrêt de travail au niveau national de 48 heures, le 5 octobre contre la hausse du coût de la vie, contre la faim et la misère, contre le D.S. 006-/I, contre le SINAMOS, pour l'augmentation des salaires, pour la liberté, le rapatriement et la réintégration des lutteurs syndicaux et populaires, pour l'unification et la centralisation des luttes populaires ; ces objectifs ne sont pas partagés dans leur ensemble par la direction opportuniste.

CONSEQUENCES DE

L'AFFRONTEMENT DE CLASSES

Toutes ces luttes nous confirment une fois de plus dans le chemin du peuple péruvien vers une véritable démocratie populaire et pour la construction socialiste en dépassant le cadre du réformisme bourgeois pro-impérialiste du gouvernement ainsi que la trahison du révisionnisme.

Bien que la grève de la FETIM fut déclarée illégale par le gouvernement, mesure qui eut la collaboration du révisionnisme en créant la confusion, la grève a duré 13 jours, démontrant ainsi le développement de la combattivité des masses. Bien que les objectifs n'aient été atteints que partiellement, cette lutte a tracé le chemin des prochains combats en montrant au prolétariat ses véritables amis et ennemis.

La lutte des mineurs de CENTROMIN est plus significative parce qu'elle a eu une direction classiste. Les mobilisations dans les mines et dans les villes des alentours ont démontré l'unité et la force des mineurs les 26 et 27 août par un arrêt de 48 heures, de même que les mobilisations des 14 et 22 août. Ces actions ont signalé la ligne correcte : "ni les dialogues, ni les entrevues, ni les tables de discussion ne nous donnent la raison de la victoire. Elle se trouve dans la mobilisation permanente, dans l'unité classiste et dans la vigilance révolutionnaire".

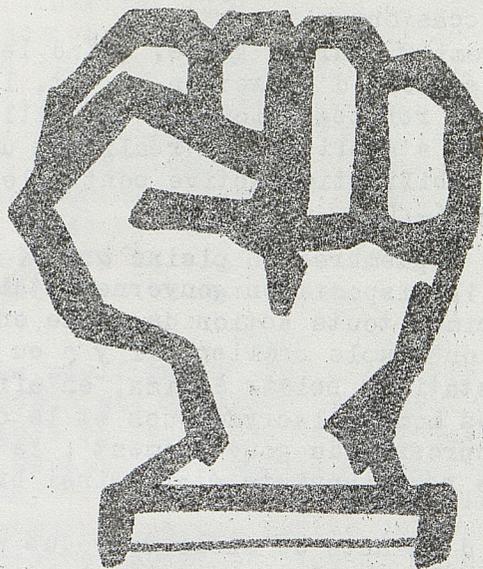
les attaques de la réaction

Le caractère pro-impérialiste et grand-bourgeois de la Junte militaire ainsi que sa position anti-ouvrière se sont manifestés encore une fois tergiversant le sens des luttes populaires, en utilisant toutes sortes de calomnies et attaques en une immense campagne de propagande et d'intimidation en utilisant les organes de diffusion (journaux, T.V., radio) qu'elle contrôle maintenant. Il est évident que l'objectif du gouvernement est d'isoler les secteurs en conflit du reste des travailleurs, et créer dans l'opinion publique un courant contraire au prolétariat en lutte, pour pouvoir ainsi réprimer plus fortement, comme ce fut le cas des COBRIZA en 1971 où les forces répressives du gouvernement ont tué plus de 25 mineurs de l'ex-Cerro de Pasco ^{co}. Pour perpétuer ces actions contre les travailleurs, le gouvernement utilise toutes sortes de moyens, comme le SINAMOS et les bandes armées du "Movimiento Laboral Revolucionario" qui essayaient d'isoler et de briser la grève de la FETIM en appuyant un groupe de mercenaires qui prétendaient travailler dans la base "Motor Peru" en grève. De même les travailleurs de la base "National" ont subi une répression féroce et des licenciements massifs. Dans la mine CONDESTABLE au sud de Lima, les travailleurs et leurs femmes ont subi les mêmes attaques.

Le gouvernement utilise aussi des mercenaires à sa solde pour attaquer les secteurs populaires,

Par exemple, l'attaque à l'aube du 16 septembre contre le local de la coopérative d'enseignants de Lima. Les éléments chargés de cette mission avaient des armes à feu entre autres et constituaient une cinquantaine de truands appuyés par quelques éléments traîtres expulsés du SUTEP, par le SERF (syndicat d'enseignants pro-gouvernemental) et par la FENTEP (révisionniste). Ils ont réussi à emporter le mobilier et du matériel de bureau. Cette attaque avait pour but d'occasionner l'intervention directe du SINAMOS en vue de "réorganiser" la coopérative et la soumettre au contrôle direct du gouvernement.

La politique répressive du gouvernement est orientée aussi vers l'Université par exemple à l'Université de Cuzco, les diplômes délivrés n'ont pas été reconnus par le gouvernement. Dans d'autres centres des professeurs et des étudiants ont été expulsés ou emprisonnés, par exemple l'étudiant Eduardo Espinoza Flores a été expulsé de l'Université de San Marcos pour avoir commis le délit de ne pas être d'accord avec le J.M.G.



Le gouvernement utilise aussi la démagogie, c'est ainsi que le lundi 12 août le ministre de l'Agriculture d'alors le général Valdez Angulo déclarait : "de grands marchés populaires seront organisés où les coopératives agraires apporteront directement leurs produits pour les consommateurs des "pueblos juvenes" (quartiers les plus démunis) de Lima et d'autres villes suivront le même chemin". Ceci ne signifie pas que les grossistes intermédiaires qui contrôlent le transport et la commercialisation seront touchés, en effet, le même ministre déclarait que "les intermédiaires honnêtes n'ont rien à craindre", de cette manière il les assure de son appui, malgré ses déclarations publiques démagogiques contre les mafias et les spéculateurs. Nous signalons que ce ministre a dû démissionner récemment à cause de la découverte d'une disparition de fonds publics dans EPSA (Empresa Peruana de Servicios Agropecuarios) dépendant du ministère de l'Agriculture.

REPOSSE POPULAIRE

Toutes ces mesures, répressives et réformistes, la lutte des travailleurs, à neutraliser leur lutte contre la hausse du coût de la vie, et ainsi garantir aux secteurs oppresseurs de la population leur libre domination. Mais telle est la réponse des travailleurs des mines et des industries métallurgiques d'Arequipa, des divers secteurs du prolétariat industriel, des travailleurs de la campagne, des professeurs, des étudiants et autres. Les mobilisations des ouvriers de la FETIM, de CENTROMIN et autres nous indiquent la voie à suivre, de même que l'exemple des paysans de Andahuaylas.

De leur côté, les étudiants restent fermes sur leurs positions anti-impérialistes. L'UNI (Association des Centres d'étudiants de l'Université nationale d'ingénieurs) se reconstitue et le 15 août eurent lieu des élections contre la disposition gouvernementale, y participèrent 80 % des étudiants. Le 20 août, les étudiants de San Marcos répudient le SINAMOS qui s'était introduit à l'Université par l'intermédiaire de quelques mercenaires pour faire de la propagande pour la J.M.G. Après avoir été refoulés, ceux-ci attaquèrent avec des armes à feu les étudiants révolutionnaires, qui finalement les expulsèrent et manifestèrent leur hostilité au gouvernement. La Fédération des Étudiants du Pérou (FEP) s'est mobilisée en plusieurs occasions : le 29 août pour l'autonomie universitaire, pour la liberté la réintégration le rapatriement d'étudiants et d'autres lutteurs sociaux : Rolando Breña, Manuel Congora, Eugenio Palma, José Nique, Justo Sosa, Eli Paredes, Vaccari et autres, contre la hausse du coût de la vie et en solidarité avec les luttes populaires ; puis le 11 septembre en manifestant dans plusieurs villes, suivie de l'arrestation d'une grande quantité de dirigeants, mais aussi d'un élargissement de la base populaire en réponse au régime



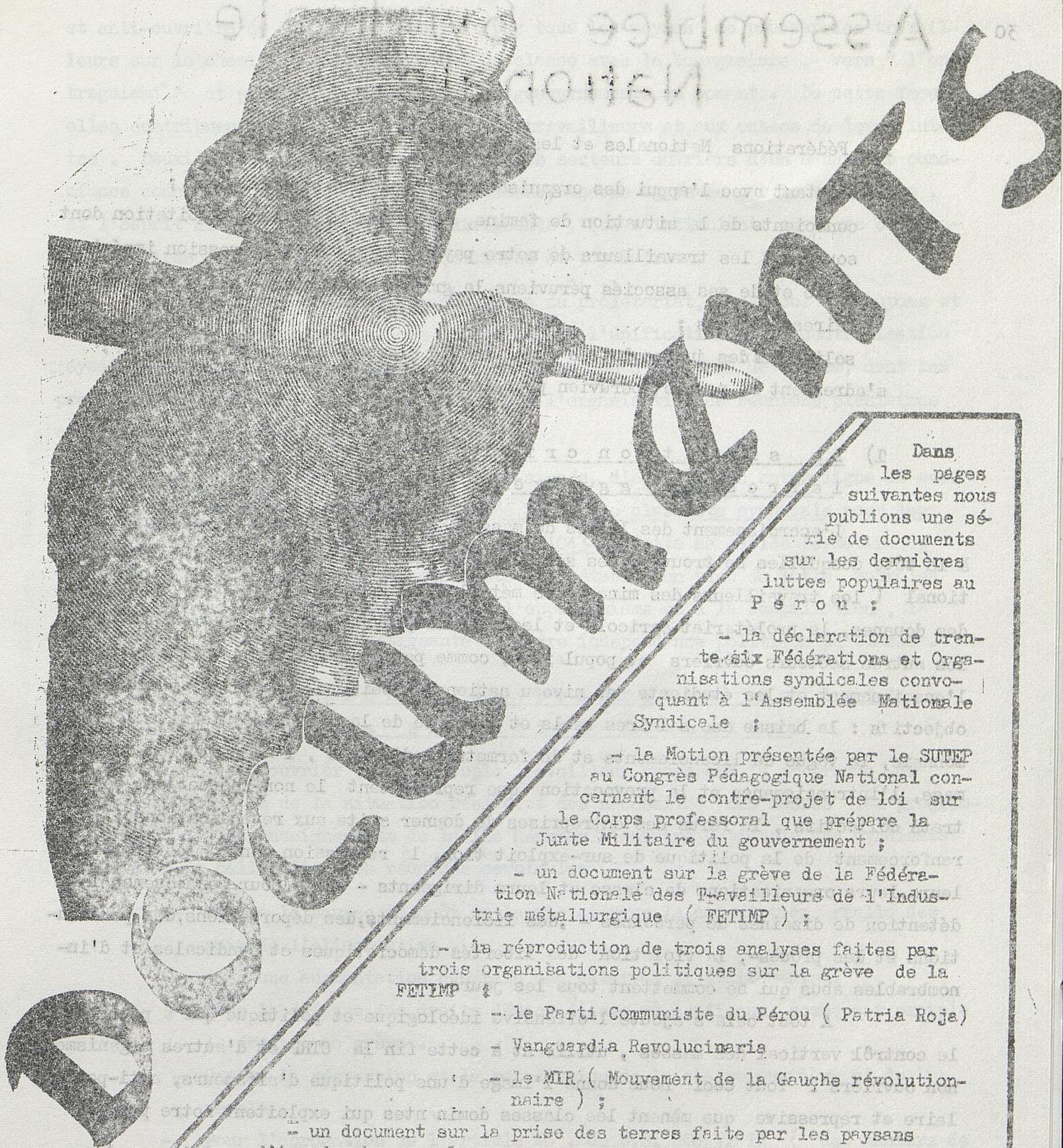
PERSPECTIVES

Le prolétariat et les travailleurs classistes luttent pour la défense de la CGTP et sont prêts à la réorganiser pour qu'elle devienne effectivement une centrale de classe des travailleurs. La lutte s'accroîtra, la J.M.G ne pourra jamais résoudre les problèmes du travailleur et du peuple avec son programme grand-bourgeois et pro-impérialiste.

Par conséquent il est nécessaire de proposer une alternative de classe pour laquelle le prolétariat s'organise dans le Comité d'unification et de centralisation syndicale classiste, et appelle les travailleurs à être présents les 10 et 11 novembre par leurs organisations syndicales, à la première Grande Assemblée nationale syndicale, qui fait suite aux Premières et Seconde Séances Plénières nationales de syndicats classistes pour accomplir la tâche de défendre et reconstruire la CGTP. Le peuple péruvien suit un bon chemin. Ni la démagogie, ni la répression de la J.M.G, ni la trahison du révisionnisme ne pourront empêcher le réveil du peuple péruvien pour la défense de ses intérêts, pour la préparation du chemin qui nous conduit à l'expulsion de l'impérialisme, à la démocratie populaire et à la construction de la Société Socialiste.

MA SING CHIKU MA WAN!
RUNA OPRERU KUNAWAN!
RUSKAI! OPRERU KUNAWAN!
KUSKAI!
AMA CACHAKUKUNAWAN CHU!





Dans
les pages
suivantes nous
publions une sé-
rie de documents
sur les dernières
luttres populaires au
Pérou :

- la déclaration de tren-
te-six Fédérations et Orga-
nisations syndicales convo-
quant à l'Assemblée Nationale
Syndicale ;

- la Motion présentée par le SUTEP
au Congrès Pédagogique National con-
cernant le contre-projet de loi sur

le Corps professoral que prépare la
Junta Militaire du gouvernement ;

- un document sur la grève de la Fédéra-
tion Nationale des Travailleurs de l'Indus-
trie métallurgique (FETIMP) ;

- la reproduction de trois analyses faites par
trois organisations politiques sur la grève de la
FETIMP ;

- le Parti Communiste du Pérou (Patria Roja)

- Vanguardia Revolucionaria

- le MIR (Mouvement de la Gauche révolution-
naire) ;

- un document sur la prise des terres faite par les paysans
d'Andahuaylas ;

- ainsi que des témoignages sur des actions répressives de la Jun-
ta Militaire et diverses dénonciations du SUTEP du Cuzco .

Aussi nous donnons un compte rendu de la sentence prononcée par le
Tribunal Militaire à Lima, lors du procès contre nos camarades
de Vanguardia Revolucionaria.

Assemblée Syndicale Nationale.

Les Fédérations Nationales et les syndicats des travailleurs,

comptant avec l'appui des organisations populaires sous-signées ;
conscients de la situation de famine, de misère et de sur-exploitation dont souffrent les travailleurs de notre pays à cause de l'oppression impérialiste et de ses associés péruviens, la grande bourgeoisie et les propriétaires fonciers ;

solidaires des justes luttes que livre la classe ouvrière et le peuple ;
s'adressent au peuple péruvien pour lui dire ce qui suit :

1) La situation critique des masses populaires s'aggrave.

L'accroissement des luttes de masse, des arrêts de travail, des grèves, à la tête desquelles se trouvent les secteurs les plus importants du prolétariat national (les travailleurs des mines, les métallos, les ouvriers du textile, du cuir et des douanes, le prolétariat agricole et les paysans pauvres, sans terres, ainsi que les autres secteurs ouvriers et populaires, comme par exemple les travailleurs de l'enseignement et les étudiants au niveau national) obéit à des facteurs objectifs : la baisse des salaires réels et la perte de la valeur acquiesitive de la monnaie, la vague de licenciements et de fermetures d'usines, l'augmentation du chômage, l'intransigeance et la provocation que représentent le non-respect des contrats collectifs, le refus des entreprises de donner suite aux revendications, le renforcement de la politique de sur-exploitation, la répression contre les travailleurs, leurs organisations de classe et leurs dirigeants - qui a pour conséquence la détention de dizaines de personnes - , des licenciements, des déportations, des persécutions et des procès-, la violation des libertés démocratiques et syndicales et d'innombrables abus qui se commettent tous les jours .

A tout cela s'ajoute l'offensive idéologique et politique qui a pour but le contrôle vertical des masses, utilisant à cette fin la CTRP et d'autres organismes non ouvriers . Tout ceci nous donne l'image d'une politique d'affameurs, anti-populaire et répressive que mènent les classes dominantes qui exploitent notre pays .

2) L'Unification et la centralisation des syndicats de classe: la tâche de la classe ouvrière.

Face à l'escalade réactionnaire des capitalistes et propriétaires fonciers et de la répression, nous les travailleurs, luttons isolés, sans une direction de classe, unifiée, qui centralise et coordonne les combats des travailleurs . Ce problème a deux raisons fondamentales : la première est que les bureaucraties syndicales qui dirigent les centrales ouvrières - et en particulier la direction collaborationniste

et anti-ouvrière de la CGTP - essayent par tous les moyens de pousser les travailleurs sur le chemin de la conciliation de classe avec la bourgeoisie, vers " l'entreguismo* " et pour une entente avec les gouvernements du moment. De cette façon elles contribuent à la démobilisation des travailleurs et aux échecs de leurs luttes. Deuxièmement, la persévérance dans les secteurs ouvriers d'un manque de conscience concernant l'Unité Syndicale de classe, encore aggravée par le sectarisme, et l'esprit de clocher que certains dirigeants, qui s'intitulent ouvriers et révolutionnaires, donnent aux luttes ouvrières et populaires.

Il est urgent que nous, organisations du prolétariat, nous nous regroupions et unissions nos efforts : notre tâche est d'obtenir l'unification et la centralisation syndicale de classe, sur la base de la reconstruction d'une CGTP de classe, dont les premières initiatives jusqu'à présent ont été l'organisation de réunions plénières et d'assemblées syndicales.

Les Fédérations et Syndicats sous-signés, d'accord avec cette ligne et avec cette tâche, convoquent donc une Assemblée Nationale classiste syndicale pour les jours du 9 et 10 novembre à Lima, Jiron Lampa 1043-D. Cette assemblée permettra de développer le programme syndical classiste et d'établir un plan de lutte pour les travailleurs au niveau national. Face à l'opportunisme et à la conciliation, la réponse sera la défense intransigeante de notre indépendance politique de classe.

3.) Proposition d'un programme de lutte adapté à la situation actuelle.

La classe ouvrière et le peuple travailleur proposent le programme de lutte suivant, né de la situation réelle et des nécessités des masses. Ce programme recueille les enseignements de la IIe Réunion Plénière Nationale des syndicats classistes et celles d'autres réunions semblables.

- contre la hausse du coût de la vie et pour la congélation réelle des prix de l'alimentation.
- pour une augmentation générale des salaires et traitements.
- pour la défense des droits démocratiques et syndicaux, comme par exemple le droit à la grève.
- Contre la répression et la persécution de la classe ouvrière et du peuple.
- Pour l'abrogation de l'article 46, du D.S. 006 72 TR (des cahiers de revendications semestrielles), de l'article 2do du D.L. 18 471 (la stabilité du travail) et d'autres décrets qui portent atteinte aux travailleurs, tels que les décrets nr. 20043 et 20201.
- Pour la réintégration de tous les travailleurs licenciés.
- Pour le rapatriement et la libération de tous les combattants populaires.
- Pour la remise gratuite de la terre et la liquidation des latifundios.

* fait de capituler

- Pour l'expulsion réelle et totale de l'impérialisme et la confiscation des entreprises de la grande bourgeoisie .
- Pour le développement et la défense de la presse ouvrière et populaire .

4.) D'accord avec les principes du syndicalisme classiste, et solidaires de la classe, nous demandons la solution des points suivants :

a) Solution d'une manière satisfaisante des revendications et conflits syndicaux de :

- la Fédération des Travailleurs de Centromin-Pérou
- la Fédération régionale des Mineurs et Métallos du Centre
- la Fédération départementale des Travailleurs mineurs et Métallos de Pasco et d'autres bases de la Fédération Nationale des Mineurs et Métallos du Pérou
- de la Fédération des Travailleurs des agences de douanes du Pérou
- la Fédération départementale des Travailleurs d'Aréquipa
- la Fédération de Travailleurs du Textile du Pérou
- des Syndicats Ouvriers de la Bière de Backus et Johnston
- des travailleurs de la pêche
- de la Fédération de Métallos FETIM ,Sider-Pérou ,Paramonga
- de la Fédération des paysans du Pérou
- de la Fédération des travailleurs du cuir et semblables ,du Pérou
- du SUTEP
- de la Fédération des Etudiants du Pérou et autres organisations syndicales qui luttent contre la fermeture des usines, le l'irrespect des pactes et les licenciements massifs, etc .

b) Libération immédiate et arrêts des procès contre les camarades :

- Boris A y b a r (Fédération paysanne du Cuzco)
- Edilberto R i v a s (du Syndicat de Cayalti)
- Reynaldo M a r i n
- des paysans de A n d a h u a y l a s :
- Eugenio P a l m a , Angel A v e n d a n o , Sergio S o s a , Manuel G o n g o r a , José N i q u e
- l'arrêt des persécutions contre :
- Tany V a l e r et Alex B u s t a m a n t e (Cuzco)
- Hector M i n g u i l l o (Motor Pérou)
- Hipolito H e n r i q u e z (Moraveco)

c) Réintégration et arrêt des procès contre les camarades licenciés :

- 48 travailleurs de SIDER PERU
- 16 travailleurs de MOTOR PERU
- 104 licenciés de TEXORO et
 - 5 licenciés de Toyota, de Nissan, National, Pirelli, Facusa, Rimasa,
 - agences de douane, la mine El Pilar, de Victor Manzur, Cubas, Ovando
 - de Hugo Ramon Chavez, Alejandro Garcia et
 - d'autres camarades du SUTEP;
- les camarades Juan Minaya Vargas et
- 29 travailleurs du Syndicat des Industries de Paramonga,
- du camarade Edilberto Gonzalez, de la Fédération des Travail-
- leurs de CENTROMIN PERU
- le maintien et le respect de la stabilité du travail à PESCA PERU
- la réintégration des pêcheurs licenciés de CHIMBOTE .

d) Le rapatriement des camarades :

- Ricardo Diaz Chavez, assesseur légal de la Fédération Natio-
- nale des travailleurs mineurs et métallos du Pérou ;
- Hernan Cuentas, du syndicat ouvrier de Guajone ;
- Rolando Breña, président honoraire de la FEP .

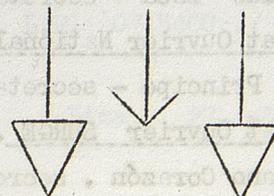
POUR LA LIBERTE? LA REINTEGRATION ET LE RAPATRIEMENT
DES DIRIGEANTS SYNDICAUX ET POPULAIRES !

POUR L' UNIFICATION ET LA CENTRALISATION SYNDICALE
DE CLASSE DU PROLETARIAT !

EN AVANT POUR L' ASSEMBLEE SYNDICALE DE CLASSE
DES 9 et 10 NOVEMBRE 1974 !

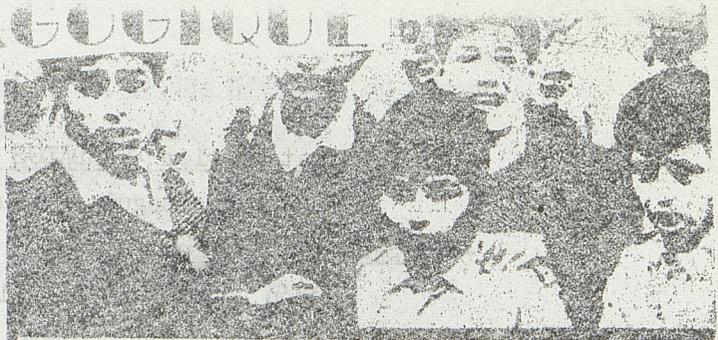
POUR LA LIBERATION NATIONALE - LA DEMOCRATIE POPULAIRE -
ET LE SOCIALISME !

suivent les signatures



1er CONGRES PEDAGOGIQUE

motion presentee par
LE SUTEP



Au moment où les luttes populaires avancent considérablement au Pérou, le Comité Exécutif National (CEN) du syndicat Unique des Travailleurs dans l'Éducation au Pérou (SUTEP) lutte pour centraliser les bases magistérielles et arriver à la réalisation du 1er Congrès National pédagogique (C.N.P.)

Ce congrès dont l'inauguration se réalise au sein d'une base étudiante de la FEP (Fédération des étudiants du Pérou), montre la position de classe face à la problématique socio-économique politique et professionnelle des travailleurs dans l'éducation. Comme le mouvement magistériel lutte dans les rues pour ses revendications (économiques et politiques), de la même façon il doit coordonner ses luttes, systématiser ses expériences, discuter ses actions, prendre et clarifier les mesures immédiates.

Le Premier Congrès national pédagogique a pour but de mettre en pratique cette stratégie de lutte que nous croyons correcte.

La Junte militaire du gouvernement (JMG) fidèle à sa politique répressive, affamée et anti-populaire, développe son offensive face au mouvement ouvrier et populaire qui avance progressivement tendant à se consolider et à s'étendre, ceci est une conséquence de l'échec de la politique réformiste et "desarrollista" de la Junte.

Les travailleurs dans l'éducation, en tant que partie intégrante du mouvement populaire sont aussi concernés par l'offensive réactionnaire et anti-populaire du régime militaire. Celui-ci prétend toujours ignorer les grands problèmes que les travailleurs doivent affronter, les soumettant à un régime de sur-exploitation, essayant de les entraîner dans une politique réformiste bourgeoise et pro-impérialiste.

Le mouvement des travailleurs dans l'éducation, correctement dirigé par le SUTEP sous une ligne de classe, a obtenu de considérables succès dans ses luttes. Il a reçu l'appui décidé du mouvement ouvrier et populaire de notre pays, après une dure répression dirigée contre eux. Il a réussi également à freiner la politique répressive de la JMG. Ce progrès du mouvement des travailleurs se reflète principalement dans l'écrasant succès aux élections des coopératives des enseignants qui oblige le régime à ouvrir un dialogue avec le SUTEP.

Cependant, s'il est certain que les succès obtenus jusqu'à présent par les enseignants sont importants, cela ne veut pas dire qu'ils ont atteint les plans de base de leur programme de lutte. Le chemin qui leur reste à faire est encore long; ils ne réussiront qu'après avoir uni leur lutte à celle du mouvement ouvrier et populaire et leur but sera atteint avec le triomphe de la libération nationale, la démocratie populaire et le socialisme.

Étant donné que le problème de l'éducation est un problème national, le SUTEP doit orienter sa lutte vers une condensation des aspirations les plus désirées par les masses, se lier à ces luttes, ordonner, regrouper et approfondir l'éducation de classe dans ses propres files.

Il est nécessaire que les enseignants persistent dans leur lutte, leurs objectifs, en se rapprochant de plus en plus d'une unité de classe avec le mouvement ouvrier et populaire. Ils doivent consolider leur idéologie de classe, garder leur indépendance politique et donner une lutte sans trêve aux courants réactionnaires, révisionnistes et aux déviations de droite comme de gauche.

L'avant projet de loi de l'enseignement est intégré dans le plan que le gouverne-

ment cherche à consolider ; plus encore, cet avant-projet est un accessoire très important ayant pour but de freiner l'avance révolutionnaire des masses et de les emprisonner idéologiquement.

De tout cela se dégage l'importance fondamentale du SUTEP : implanter une tactique adéquate qui lui permettra de s'approcher de plus en plus des secteurs sur-exploités de notre pays.

Voyons certains aspects de l'avant-projet : il a été élaboré par la commission CESMA nommée verticalement et en dehors de l'ensemble des enseignants "pour étudier et proposer des alternatives aux problèmes de l'enseignement".

La commission est formée d'éléments très connus pour leur mentalité "arri-viste" ; leur rôle opportuniste et traître se manifeste maintenant ouvertement.

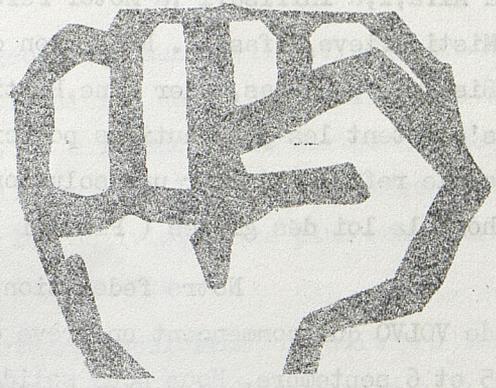
Vis à vis de tout cela nous devons remarquer les faits suivants :

- 1) que le dit avant-projet de loi de l'enseignement est contraire aux intérêts des travailleurs ; que les plans et programmes que la JMG cherche à implanter en ce qui concerne les aspects économiques, sociaux et idéologiques sont orientés vers un vasselage idéologique des enseignants et du peuple péruvien
- 2) La JMG persiste à ne pas spécifier clairement ce qu'est la profession d'enseignant car dans l'avant projet, elle considère indistinctement pour l'exercice de la profession "toutes les personnes, quelles soient ou non professionnelles dans l'éducation"
- 3) l'avant-projet ne résoud pas le problème du chômage et du sous-emploi en donnant le droit d'enseigner aux non-professionnels
- 4) l'avant-projet ne donne pas la possibilité d'une spécialisation dans l'enseignement, par contre il permet d'exercer à n'importe quel niveau ; il favorise et fortifie de ce fait l'éducation encyclopédique, l'improvisation etc...
- 5) Les dispositions de l'avant-projet, loin d'être un encouragement pour la formation professionnelle, sont des armes répressives destinées à semer la peur dans l'enseignement

6) que l'avant-projet en fixant une charge de travail de 40 heures hebdomadaires avec une permanence obligatoire contrôlée par la direction de l'école non seulement va contre l'intégrité physique de l'éducateur mais de plus ne tient pas compte de ses nécessités humaines et pédagogiques.

7) que le salaire doit être réajusté chaque année vis à vis de la hausse du coût de la vie

8) l'avant projet déshumanise l'enseignant lui interdisant de militer dans des organisations syndicales, lui supprimant les libertés démocratiques (réunion, presse, grève, opinion...) montrant ainsi son caractère répressif



9) il ne garantit pas les cours du soir mais a tendance à les faire disparaître sans tenir compte du fait que les travailleurs souffrent de cette mesure

10) il ne tient pas compte des retraités et ne fixe pas de régime de sécurité sociale

11) Il fortifie la dictature de la bureaucratie parasitaire dans les dépendances de l'éducation, puisqu'il ne fixe pas de responsabilités et limites aux fonctionnaires.

C'est pour tout cela que cet avant-projet de loi doit être réfuté et élaboré d'une autre façon avec les bases du magistère

POUR UNE EDUCATION DEMOCRATIQUE NATIONALE
CONTRE LE S.E.R.P. ET LE SINAMOS,
CONTRE L'IMPERIALISME ET TOUS SES
LAQUAIS

GREVE GENERALE ILLIMITEE A PARTIR DU 5 SEPTEMBRE .

Depuis le 5 septembre plus de 15.000 métallos ont adhéré à la grève générale illimitée qui durera jusqu'à la solution complète des différents problèmes dont se plaignent les bases de notre fédération. Face à l'attitude criminelle de nos ennemis de classe : l'impérialisme et la bourgeoisie qui veulent passer sous silence les luttes revendicatives de la classe ouvrière et liquider les droits arrachés par des luttes intransigeantes, nous nous voyons obligés d'avoir recours à cette mesure de force pour freiner ainsi les attaques et les abus .

Les bases de notre fédération subissent des licenciements continuels à la "National " 5 licenciement , a Toyota,5, a Focusa,4 , a Nissan ,10 ,a Artesania metalurgica,9 ,a Mundo,7,a Monfer,2,a Setro,5, à Candados Peruanos ,4 ,a Pirelli 2 , à Alfa,1,a Infrisa,1 ,a Motor Peru,2 ,à Misti,1 ..etc.etc. Des fermetures d'usines : Misti,Grieve,Rifasa .. Réduction de personnel : Krevasa .Int rduction des syndicats: Bisagras peruanas,Moder Line,Porti Plast,San Rafael,Olimpia , etc . Et a tout cela s'ajoutent les persécutions policières,les procès contre les dirigeants syndicaux et le refus de donner une solution à nos divers cahiers de revendications et la mise hors la loi des grèves (Pirelli) .

Notre federation envoie son salut fraternel aux camarades du Syndicat de VOLVO qui commencent un grève de solidarité de 48 heures avec notre grève,le 5 et 6 septembre. Nous nous solidarisons aussi avec la lutte des fédérations des travailleurs des agences de douane (PETAAP) qui entrent elles aussi, courageusement, dans une grève illimitée le 5septembre en défense de leurs cahiers de revendications. Nous exprimons notre solidarité de classe et nous appuyons tous les autres secteurs ouvriers, les mineurs,les étudiants,les paysans et tous les secteurs populaires en lutte .

VIVE LA GREVE !

MOTS D'ORDRE DE LA LUTTE DE LA FETIMP :

Réintégration de tous les licenciés

Arrêt des procès contre tous les dirigeants syndicaux et paysans !

Dérogation de l'art.46 du décret 006 (revendication bi-annuelles)

Solution des cahiers de revendications.

Contre la mise hors la loi des syndicats !

Contre la fermeture des usines !

Contre la hausse du coût de la vie

Contre la mise hors la loi des grèves

Contre l'infiltration policière et du Sinamos dans les syndicats !

Contre la persécution policière des dirigeants syndicaux et paysans

Pour la dérogation du décret-loi nr.13471,appelé faussement loi pour la stabilité du travail .

Liberté pour les luttes sociales !

Mobilisation pour le soutien au peuple chilien !

Vive la grève de la FETIMP !

Exigeons une solution immédiate de nos réclamations !

Vive l'indépendance politique de classe !

Vive la lutte de classe !

Solidarité avec Sider-Perú; avec les pêcheurs de Chimbote,
avec CENTROMIN, TEXTILS, SUTEP, TEXORO, FETAAP !

Vive la FETIMP combattive !

PARTI COMMUNISTE DU PEROU.

P A T R I A R O J A



U N I S S O N S N O U S !

L'Impérialisme yankee et la grande bourgeoisie industrielle -financière ont déjà riposté à la grève des métallos, par l'intermédiaire de la Junte Militaire du gouvernement : la grève a été déclarée illégale, on a licencié des dirigeants de l'entreprise " National " et attaqué les travailleurs avec les bandes armées du Mouvement Ouvrier Révolutionnaire, on a emprisonné les activistes les plus combattifs et on a essayé d'isoler la grève dans le but de la liquider .

La riposte du prolétariat uni et des secteurs populaires ne doit pas tarder. Nous ne pouvons opposer le contingent des métallos seul à la bourgeoisie et à l'impérialisme qui nous attaquent , il faut nous unir avec d'autres secteurs pour leur répondre avec audace . La grève qui dure déjà depuis dix jours a besoin d'un sang nouveau, du sang ouvrier qui donnera de nouvelles forces à notre armée de grévistes .

Le Parti Communiste du Pérou lance donc un appel pour la formation d'un Comité de Lutte des Syndicats, qui devra réunir toutes les fédérations et organisations syndicales qui luttent actuellement contre la sur-exploitation des impérialistes et de la grande bourgeoisie : p.ex. CENTROMIN, PARAMONGA, SIDERPERÚ, FETIMP, OUVRIERS DU CUIR, ENSEIGNANTS, etc et les invite à former un seul bloc qui nous donnera la force de gagner la bataille .

Le Parti Communiste du Pérou propose aussi de constituer un Comité de Grève Ouvriers- CITADINS , qui aura pour tâche d'organiser l'économie par secteurs (collectes, appui économique des fédérations et bases etc) et de créer des cuisines populaires .L'ennemi compte avec les journées de grève qui vident peu à peu les poches des grévistes .Le prolétariat compte sur la solidarité de la classe ouvrière et du peuple péruvien qui devra l'aider à continuer le combat .

Nous ne nous trouvons actuellement dans la défensive : les masses ont choisi la grève des bras croisés, c'est à dire la simple paralysation du travail, sans mobilisations qui feraient reculer l'ennemi . Nous insistons une fois de plus sur le fait que le grand coupable de cette situation est le réformisme "criollo", aidé cette fois-ci par Vanguardia Revolucionaria, qui se refuse toujours encore à une mobilisation des masses .

Le Parti Communiste du Pérou appelle à la Grève Combattive (Grève Rouge) qui fera sentir notre force à l'ennemi . Qu'on oblige les usines qui ne font pas grève, à fermer, que des meetings éclairs fassent trembler les villes, qu'on passe à la prise de locaux et usines, qu'on fasse un maximum de propagande pour la grève, rompant ainsi le cercle de silence qu'on nous impose . Ce sont les contingents des ouvriers et des secteurs populaires qui doivent assumer cette tâche. La lutte a déjà débordé le secteur des métallos, maintenant c'est la classe ouvrière tout entière et le peuple péruvien qui doivent prendre la parole .

Les actuels combats ouvriers doivent être centralisés et unifiés pour pouvoir organiser l'Assemblée Nationale Syndicale les 9 et 10 novembre. Ce sera un nouveau pas en avant dans la lutte pour la reconstruction classiste de la CGTP, aujourd'hui au pouvoir de la camarilla des révisionnistes d'Espinoza Gamarra .

Une telle centralisation au niveau populaire, impose la création de Fronts de Défense des Intérêts du Peuple, avec un programme de lutte minimum et concret, faisant connaître les revendications des masses exploitées de la campagne et de la ville .

Unissez vos forces, oubliez les tendances et divergences de vue, serrez vos rangs, elevez la lutte à un niveau politique plus haut et surtout, reveillez les consciences révolutionnaires du peuple .

En avant vers la libération nationale ; vers la démocratie populaire et le socialisme !

Pour l'unification et la centralisation des luttes !

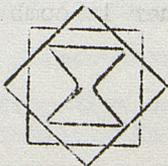
Pour la création d'un Comité de Lutte des Syndicats en conflits !

Formons des Comités Ouvriers -Citadins !

Reconstruisons la CGTP !

Pour la libération nationale, la démocratie populaire et le socialisme !

Vive le Parti Communiste du Pérou !



Vanguardia Revolucionaria

U N I S S O N S N O S L U T T E S !

I. La grève des ouvriers métallos rentre dans une phase nouvelle. D'abord se furent les luttes pour obtenir l'accord. Ensuite les difficiles débuts de la consolidation. Maintenant, avec plus de 50 bases en grève et les masses qui commencent à se joindre à notre lutte (lundi : mobilisation au Ministère du Travail, actions régionales et populaires), il est essentiel d'élever la lutte à un niveau plus haut, d'élargir et amplifier les mobilisations, consolider et renforcer les bases en grève. C'est par la force seulement que nous pourrons obtenir une solution pour nos revendications, la réintégration des licenciés et la cessation de nos conflits. Nous devons également rassembler nos forces pour obtenir la dérogation de l'article 006.

II. Nous devons développer les aspects démocratiques de la lutte des métallos pour unir cette lutte avec celle de la grande masse des travailleurs. La grève illimitée est une réponse à l'offensive anti-ouvrière du réformisme bourgeois, qui a besoin de sur-exploiter les masses et mettre sur leur dos la crise de sa politique, crise qui nous lie, sous d'autres formes, aux yankees et qui renforce les contradictions de la société, sans résoudre ses problèmes. C'est pour cela que limiter la lutte au domaine ouvrier, comme le prétend faire le réformisme, signifie abandonner la lutte à la bourgeoisie réformiste. C'est uniquement en développant les aspects démocratiques de la lutte - en réponse à l'offensive anti-ouvrière -, en organisant une lutte populaire, anti-impérialiste, que nous pourrons donner une ligne correcte à notre combat. L'essor des masses populaires qui rend encore plus acerbe les contradictions internes bourgeoises, est notre force de bataille. Les paysans qui prennent les terres, les populations qui luttent pour avoir des logements et qui combattent contre la hausse du coût de la vie, le peuple entier qui lutte contre l'oppression politique qui veut renforcer le réformisme sous des formes corporatistes voilà les forces que nous devons unir, élargir, développer. Les actions locales, ainsi que l'appui aux paysans ne représentent toutefois qu'un progrès limité. Notre tâche immédiate est maintenant l'unification des ouvriers des douanes et du textile, tous les deux en grève, luttant contre nos ennemis de classe. Les métallos doivent convoquer une Assemblée de Masse pour le mercredi 11 septembre, faire un appel aux forces populaires et sortir à la rue pour faire connaître leurs revendications. Cela doit être, en même temps, une manifestation de solidarité avec la résistance populaire chilienne. Mais les menaces du gouvernement et la trahison des révisionnistes qui refusent de participer à cette action, rendront certainement impossible une descente massive des travailleurs dans la rue.

III. La CGTP a décidé une grève générale pour le 25 septembre, cédant à la pression des combattants populaires. La direction révisionniste veut réduire à une simple action en faveur des licenciés de SIDER PERU, et cela au moment même où le gouvernement déclare que la réorganisation sera terminée en trois mois et qu'en fait il n'y a pas plus de 4 licenciés. Nous devons renforcer cette grève nationale et progresser avec la centralisation syndicale. Il faut unir les luttes des métallos, du textile, des mineurs, des employés des douanes et des pêcheurs. On ne peut répondre à l'offensive réformiste qu'en développant notre politique démocratique et populaire. Il est très important de continuer l'expérience du Front Unique, pour donner des assises au Front Démocratique Populaire de Libération Nationale, seule force capable d'affronter l'impérialisme yankee, la bourgeoisie intermédiaire, les propriétaires fonciers et le réformisme anti-populaire.

IV. La nouvelle phase de la lutte des métallos et nos tâches politiques exigent l'unité de toute la classe ouvrière et surtout l'unité des marxistes-léninistes. Cette unité se forgera dans la lutte et à la chaleur du combat. Mais il faut éviter des leurres. C'est ainsi que les camarades de "Patria Roja", n'ayant pu mobiliser les bases qu'ils dirigent, leur ont proposé des formes aventureuses de lutte. Ils ne veulent pas reconnaître leurs erreurs et critiquent d'une façon irresponsable notre manière de mobiliser les masses, avec courage, persévérance et au moment opportun. Les camarades de "El Proletario Socialista", eux, critiquent les actions locales, ne veulent pas reconnaître leur contenu démocratique et populaire et l'élan vers une centralisation syndicale de classe. Malgré cela ils ont coordonné et organisé des actions, ce qui est extrêmement important et positif. Maintenant nous devons nous unir et centraliser les mobilisations pour la marche de mercredi, 11 septembre et pour l'Assemblée de masse des métallos.

Liberté pour les camarades de "National", "Metal Empresa"

"Comesa" "Facusa" !

Halte aux intimidations de la Prefecture contre les camarades de Pirelli !

V I V E L A G R E V E !



9. novembre 74

(M.I.R.)

STIMULONS LA CENTRALISATION ET L'UNIFICATION DE CLASSE .AMPLIFIONS LA GREVE DES METALLOS !

Nous nous trouvons à nouveau face à une vague de grèves de la masse des travailleurs, renforçant la lutte de classe dans notre pays. Le gouvernement bourgeois essaye de mettre sur le dos des ouvriers la crise économique du capitalisme. Les ouvriers voient leurs salaires de famine encore diminué par la hausse du coût de la vie et endurent la répression et la persécution, dès qu'ils luttent pour leurs intérêts, leurs revendications immédiates et les objectifs stratégiques de leur classe qui sont : la prise du pouvoir, la destruction de l'état bourgeois et la construction d'une société de travailleurs, sans exploités ni exploités qui sera la société socialiste. L'offensive de l'impérialisme, de la bourgeoisie intermédiaire et des patrons, compte avec la complicité du réformisme bourgeois corporatiste, qui défend ses intérêts pour continuer avec l'exploitation capitaliste. La sur-exploitation féroce des masses est "légalisée" par des décrets, comme par exemple le décret nr.006 qui veut prolonger le délai pour les cahiers de revendications à deux ans, qui ferme les usines, interdit les syndicats, augmente les heures de travail, change les roulements des équipes, etc.

"L'expropriation des journaux" est un leurre, car ceux-ci se trouvent toujours encore entre les mains de la classe des exploités, opposés aux intérêts des prolétaires ; on passe sous silence leurs luttes et essaye de les isoler pour pouvoir mieux les réprimer. (exp. les mineurs de CENTROMIN) .

La grève des métallos a commencé il y a trois jours : nous devons en tirer des enseignements qui peuvent nous permettre d'avancer dans la lutte pour nos intérêts. Nous pensons que les travailleurs se trouvent actuellement dans une situation favorable pour leur lutte, bien que celle-ci ne soit pas centralisée. Ceci est le cas pour la fédération des employés des douanes, les ouvriers du textile, la fédération du cuir, les enseignants et les mineurs. La grève des métallos n'est pas encore totale et la mobilisation n'est pas suffisante. La faute en est au culte du "légalisme", du bureaucratisme des révisionnistes, du sectarisme et de l'opportunisme et de la prédominance de Vanguardia Revolucionaria. Celle-ci confond les intérêts particuliers avec ceux du prolétariat. Malgré tout ce qu'ils disent dans leur journal (Metalurgico Rojo), ils n'appliquent pas dans la pratique la politique du Front Uni ni de la mobilisation des masses.

Il est nécessaire de stimuler la grève, de l'amplifier, d'y incorporer le plus grand nombre de militants de la base et de les mobiliser. A l'intérieur de notre fédération se profilent trois positions à ce propos : ce sont les masses des métallos qui doivent les juger et prendre des décisions correctes pour démasquer les opportunistes et les réformistes de la dominante petite bourgeoisie .

Nos ennemis de classe ne veulent donner aucune solution aux problèmes exposés .C'est seulement en les attaquant dans un combat uni et efficace que nous arriverons à les faire reculer (entreprises - gouvernement) . C'est seulement en prenant des positions correctes que nous arriverons à les battre .

Premièrement : nous avons en face les révisionnistes, avec en tête leur dirigeant C h a v e z, un bureaucrate persistant, qui va de bureau en bureau au Ministère du Travail, suppliant qu'on veuille bien dialoguer avec lui , démobilisant les bases, et ne proposant aucune action en commun de tous les travailleurs .

Deuxièmement: c'est l'avant-gardisme petit bourgeois qui n'applique pas la politique de Front Uni .Lors des mobilisations seuls se présentent leurs dirigeants, mais jamais la base . Nous devons leur faire comprendre leur opportunisme qui consiste à " gonfler " démesurément leurs actions (Front zone nord) sans aucune raison . C'est d'une façon purement bureaucratique qu'ils s'intéressent aux syndicats de la route du Nord, sans se préoccuper toutefois de leurs revendications. Ils pensent qu'on peut stimuler la grève par des " activités culturelles et populaires " auxquelles ils ont déjà convoqué la population deux fois : le lundi et le mercredi . Derrière cette attitude se cachent des positions réformistes. Loin de stimuler la grève, ils divisent les forces des travailleurs et ne créent pas des organisations pour inciter les masses à la lutte . Ils essaient " d'éduquer " la classe, mais ne comprennent pas que la classe fait son éducation dans la lutte .

Troisièmement : la position de " Proletario Socialista " est celle de vouloir coordonner toutes les tendances de classe dans la perspective de la création d'un Front de Classe et de veiller à appliquer les méthodes de la mobilisation, pour faire connaître notre lutte aux secteurs populaires (marches, meetings éclairs devant les portes d'usines, etc .) .

Notre position face à l'extension de la grève est la suivante : il faut que le Comité de Lutte de la FETIMP convoque une Assemblée de masse pour ce mercredi, y incorpore d'autres secteurs de lutte ,pour coordonner notre action et pour pouvoir frapper l'ennemi ensemble .

EN AVANT ,VERS L'ASSEMBLEE DE MASSE DE LA FETIMP

LE MERCREDI 11 SEPTEMBRE !



PRISE DE TERRES VICTORIEUSE ! (15 et 18 juillet)

Les comités démocratiques des paysans du district de Cocharcas s'adressent :
aux paysans, à la classe ouvrière, aux étudiants et au peuple péruvien

" Le 15 juillet 1974, entre 5 et 9 heures du matin, nous les paysans du district de Cocharcas, province d'Andahuaylas, Apurimac, avons réalisé une attaque très dure contre les fainéants et criminels propriétaires des haciendas, en récupérant nos terres, en ne comptant que sur nos propres forces. Les actions que nous, les paysans de Cocharcas, avons entreprises, s'étendront à toute la province et ne sont qu'une conséquence de l'exemple que nos frères du Centre nous ont donné antérieurement et que nos frères de Lambayeque, Piura et Cajamarca ont continués récemment. Leurs expériences ont été enrégistré et étudié au VI e Congrès des Paysans du Pérou au mois de mai dernier. La prise des terres par les paysans a été arrêtée comme une tactique correcte pour la paysannerie, pour liquider les grands propriétaires fonciers et pour démasquer la Réforme Agraire bourgeoise.

Nous prenons les terres qui nous ont appartenues depuis toujours, car nous ne voulons pas payer un centime pour elles, malgré que le SINAMOS nous le demande. Les fainéants et criminels hacendados ont fait perdre sa valeur à la terre et nous ont exploité depuis de longues années, et déjà au temps de nos ancêtres.

En prenant les terres notre conviction de lutter non seulement pour nos revendications immédiates, mais aussi pour notre véritable libération nationale, démocratique et populaire, se renforce. C'est grâce à nos luttes que nous allons forger l'Alliance Ouvriers-Paysans, accumulant ainsi des forces pour la prise du pouvoir par le peuple.

Dans cette heure décisive de la lutte des paysans, nous lançons un appel à la solidarité de tous les travailleurs : qu'ils en discutent dans des Assemblées et qu'ils nous fassent parvenir leurs opinions.

Le haciendas récupérées par notre action et grâce à notre force, sont : Sanecc, Huachabamba, Florida, Ismaymarca, Bruselas, Huancahuacho, Manzamayoc, Uchurán (ces deux dernières pour faire reconnaître qu'elles sont la propriété des actionnistes et pour la prise en commun des orangeraiies), Pariabamba, Soccos, Maray et Contay.

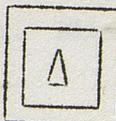
Vive la prise des terres !

Pour la terre et la libération nationale, démocratique et populaire !

Lima, 24 juillet 1974.

Note : En ce qui concerne les invasions du 15 et 18 juillet, le gouvernement s'est vu obligé d'accepter les conquêtes des paysans d'Andahuaylas. On s'est mis d'accord - par l'intermédiaire de SINAMOS - pour que les paysans ne payent pas les terres récupérées et que celles-ci restent la propriété du mouvement de paysans d'Andahuaylas. On nous informe également que grâce à ces mobilisations le camarade Andrés Luna Vargas, détenu, a été libéré.

Par contre, de nombreux dirigeants de la Fédération Paysanne d'Andahuaylas ont été arrêtés, ainsi que Maître Laura Caller, leur avocate, qui a été néanmoins libérée, après trois semaines de détention.



▷ ▷ LES MINEURS DE CONDESTABLE.

A la fin du mois de septembre, les mineurs de la mine Condestable, voyant que leurs cahiers de revendications ne seraient pas acceptés par les autorités, décidèrent d'entreprendre une marche (marche de sacrificio) de tous les travailleurs de la mine sur Lima.

Accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, ils entreprenaient cette marche à pied, suivis d'un groupe de policiers qui disaient être là pour les protéger et pour maintenir l'ordre ;

A la hauteur de Chilca, à 80 km. de Lima, la police arrêta la colonne, sous le prétexte qu'une solution du conflit serait en vue.

Les mineurs, leurs femmes et enfants s'opposèrent alors aux policiers et décidèrent de continuer leur marche. Mais des renforts de police furent alors envoyés de Lima, qui attaquèrent la colonne avec des bombes lacrymogènes et à coups de fusils, faisant un grand nombre de blessés. Les mineurs furent obligés brutalement de monter dans des camions de l'armée et furent reconduits à la mine. A deux km. de celle-ci, les camions s'arrêtèrent, on poussa hommes et femmes hors des camions et de nouveau la police les attaqua avec des grenades lacrymogènes et des coups de fusils, les laissant enfin, blessés et maltraités, sur la route.

Voici une preuve de plus qui démontre la politique anti-syndicale et répressive de la Junte Militaire et sa collusion avec les forces impérialistes des entreprises.

LIMA

UN GROUPE DE 8 MILITANTS DE VANGUARDIA REVOLUCIONARIA EST
CONDAMNÉ A DE LOURDES PEINES.

Au début d'octobre un groupe de 8 militants de Vanguardia Revolucionaria a été jugé par le Conseil Suprême de Guerre, à Lima. Les membres de ce groupe étaient accusés " d'attaque à main armée, homicide, organisation de groupes armés, fabrication d'explosifs, attaques de banques, etc. " -

En fait, les accusés avaient participé à de nombreuses expropriations de banques, comme celle de la Banque Populaire, de la Banque de Crédit, etc. aux bénéfices de leur organisation. Ricardo Letts, considéré par les militaires comme " auteur intellectuel " de ces activités, a été également inculpé.

Les peines prononcées sont très lourdes : 25 ans pour Pedro Torres Sanches, en fuite, accusé d'avoir causé la mort de deux personnes, Juan Vaccari, 10 ans au SEPA, Alberto Perez Verano, 8 ans au SEPA*, Javier Llacsaccondor Vilos, 2 ans et 6 mois, Ely Paredes, 2 ans, Francisco Nuñez del Arco, 10 mois, Juan Meza Mori, 6 mois.

Tous les accusés ont moins de 30 ans d'âge et la plupart sont des étudiants.

Les avocats de la Défense ont fait appel de cette sentence, évoquant l'idéalisme qui a animé les accusés.

* camp de concentration dans la Selva

SUTEP-CUSCO

47

Extraits de la motion présentée par le SUTEP de la Ve région de l'Enseignement lors du premier Congrès pédagogique National :

- a) le mouvement des Enseignants, formant partie du mouvement populaire, s'est joint à la lutte contre la politique anti-populaire et répressive de la Junte Militaire et se solidarise avec les autres secteurs populaires de notre pays.
- b) A la suite de cette attitude combattive et en raison de ses justes revendications le mouvement des enseignants a été brutalement réprimé par la Junte Militaire qui l'a déclaré illégal, qui a emprisonné ses dirigeants, a renvoyé des centaines de professeurs et a appliqué encore d'autres sanctions.
- c) La répression contre le SUTEP a été reprouvée et condamnée par tout le peuple péruvien ; cette reprobation s'est manifestée par des luttes de solidarité qui ont été des plus violentes dans le sud du Pérou. Elles furent réprimées par l'appareil militaire du régime et ont coûté la vie à plusieurs étudiants à Tumbes, Ayacucho, Arequipa, Puno et Cuzco et ont causé la détention de centaines de travailleurs.
- d) Les mobilisations de Cuzco ont coûté la vie aux camarades

Julian Choque Parihuana

Jaime Salas

Sont emprisonnés jusqu'à ce jour les camarades

Eugenio Palma (président de la FUC -fédération universitaire de Cuzco)

Justo Sosa (secrétaire de presse et propagande de la FUC)

Rodolfo Pimentel (étudiant)

Boris Aybar (dirigeant de la fédération départementale de paysans du Cuzco)

Marcelino Quispe (idem)

Ont été poursuivis, les camarades

Tany Valer (ex-président de la FUC)

Alex Bustamante Castillo (étudiant)

Dr. Isaac Velasco Quintanilla (ex-recteur de l'Université du Cuzco)

Ont été annulés les titres professionnels académiques de

Dr. Manuel Gongora

Dr. Elias Monzon (recteur de l'Université populaire Tupac-Amaru).

LES MEMBRES DU S.U.T.E.P.

DECIDENT EN COMMUN ACCORD :

- 1) d'exiger la réintégration immédiate des professeurs

Elvio Miranda

Max Camacho

Jorge Gayoso

Rodolgo Zegarra

Arturo Pacheco

- 2) d'exiger la libération immédiate de tous les détenus et l'arrêt des persé-
cutions .

- 3) d'exiger la révocation des résolutions qui ont annulé les titres académi-
ques des Docteurs Gongora et Monzon .

- 4) de demander à la base de dénoncer par tous les moyens les actes arbitraires
et répressif et d'exiger l'ouverture d'une vaste campagne de solidarité .

La Cantuta

Délégation du SUTEP , Ve région .

5 octobre 1974

DERNIERE MINUTEPetites nouvelles brèves

- Lors d'une cérémonie au Sheraton Hotel à Lima, l'American Chamber of Commerce a
délivrée quatre diplomes " pour le mérite " au journal " LA PRENSA " , ré-
cemment nationalisé .
- Quatre ouvrières de Paramonga, licenciées il y a quelques mois, lors d'une grève
revendicative et de soutien à SIDER - PERU, ont interrompue la cérémonie de la
prestation de serment du nouveau Ministre du Travail, pour intervenir et demander
une audience au Président de la République , qui la leur a accordée .
- À la suite de la baisse du prix du cuivre, le Pérou, par un accord avec la CIPEC,
a décidé de réduire à 60.000 tonnes la production de ce minerais . Le cuivre est
la principale source de devises du Pérou .
- Le Ministre du Travail, démissionnaire, a déclaré qu'il avait espéré de laisser
une situation pacifique et non troublée par des grèves, en quittant son poste,
mais que les conflits de T o q u e p a l a et du centre industriel de I l o
le rendaient impossible .

- On vient d'apprendre que des conversations ont eu lieu à New York le 29 novembre 74 entre le gouvernement péruvien et l'entreprise " M a r c o n a C o r p . " (fer) qui pourraient avoir comme conséquence la vente de la mine .

Le Vice-président de la compagnie, Gordon F u y t , a déclaré au " Journal " de San Francisco que c'était là " la meilleure façon d'améliorer l'exploitation des gisements du minerai de fer de la Marcona au Pérou " ...

N.d.l.R. On a appris à New York, que le gouvernement du Pérou préparerait une nouvelle " nationalisation révolutionnaire ", aussi importante que celle de la Cerro de Pasco .--

- Le Ministre de l'Intérieur affirme qu'il n'y pas pas eu de " troubles subversifs " au pays et qu'il s'agissait simplement d'agitation dans le milieu universitaire .En effet le mercredi, 27 novembre 74,,il y a eu des manifestations des étudiants à Lima .
- Les travailleurs de CENTROMIN-PERU (ex Cerro de Pasco) s'opposent au projet du gouvernement de faire intégrer cette entreprise à MINERO -PERU, car cela signifierait de les placer d'office dans la catégorie des travailleurs publics avec comme conséquence, la suppression du droit de grève ainsi que de certaines conquêtes syndicales . Un grand débat a lieu actuellement dans toutes les bases pour ou contre l'application de ce projet .
- Le secrétaire de presse du gouvernement a déclaré que " jusqu'à présent, les journaux nationalisés se bornaient à être simplement des " roseaux pensants " qui intervenaient dans le journalisme uniquement pour élaborer des thèses politiques,mais qui n'interprétaient pas les sentiments populaires ." Il a dit également que " l'étape du décollage approche " et qu'il fallait faire un effort pour produire et améliorer le développement économique du pays .
- Les mineurs de T o q u e p a l a, dans le sud du pays,ont déclenché,le 29 novembre 74 une grève illimitée pour exiger une solution pour des problèmes posés il y a quelque temps déjà et qui n'ont pas été résolus jusqu'à présent . Une pareille initiative a été prise par les ouvriers métallurgistes de I L O ,près de Toquepala .
- Le gouvernement a finalement modifié le décret-loi 006-72 TR,promulgué le 30.5.72. Les travailleurs ont lutté contre ce décret pendant plus de deux ans,car il posait un délai de deux ans pour les réclamations salariales . Selon le decret modifié, les Cahiers de revendications pourront être présentés un an après les accords ou résolutions ministérielles . Cependant le nouveau décret laisse la porte ouverte donnant au gouvernement la possibilité d'imposer des délais plus longs .
- Les éboueurs de L i m a ont arrêté leur grève .



sommaire

- LA NATIONALISATION DE LA PRESSE
- SIX ANNEES DE REFORMISME MILITAIRE
- LA AGRICULTURE PERUVIENNE (II)
- GREVES OUVRIERES: REPONSE AU GOUVERNEMENT

documents

- -ASSEMBLEE NATIONALE SYNDICALE: COMMUNIQUE
COMUN DE 36 SYNDICATS REVOLUTIONNAIRES
- -CONGRES PEDAGOGIQUE: MOTION DU SUTEP
- -GREVE DES METALURGISTES (FETIM)
 - 1) COMMUNIQUE DE LA FETIM
 - 2) PARTI COMMUNISTE DU PEROU (M-L)
 - 3) AVANT GARDE REVOLUTIONNAIRE (V R)
 - 4) MOUVEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (MIR)
- -PRISE DE TERRES: COMMUNIQUE DE LA F.P.C.A.
(FEDERATION DES PAYSANS D'ANDAHUAYLAS)

repression

- 1) ATTAQUE AUX MINEURS DE CONDESTABLE
- 2) CONDANNATION A DE LOURDES PEINES A
8 MILITANTS DE V.R. POLITIQUE-MILITAIRE
- 3) REPRESSION AU CHZCO: DENONCIATION DU
SUTEP (V. REGION) AU CONGRES PEDAGOGIQUE

directrice
C. Benard
Imp. spécial
Censier

Correspondance et souscription :

A. de LIGNIERES 90 rue de Rivoli 75004
Paris

6 mois

1 an

Soutien

10 f.

20

50